



La faillite du modèle américain du règlement arabo-israélien et l'alternative euro-turcophone

Natalia Kanevsky

(Doctorante au CERI)

Octobre 2012

NB : Cet article est une version provisoire non éditée mise en ligne sous la responsabilité de l'auteur

Le Printemps arabe de 2011 a focalisé l'attention de la communauté internationale, dans le cadre du Moyen-Orient, sur les événements en Lybie, en Égypte, en Syrie. Pourtant, les acteurs clés de la politique internationale comprennent bien que la problématique de normalisation arabo-israélienne n'a pas perdu son importance. C'est de cette problématique que la situation générale de la région dépend largement, ainsi que des relations entre les grandes puissances, les pays arabes, et l'Israël. Cependant, les processus de démocratisation spontanée, activement soutenus par l'administration du Président Bush, ont mené, en 2006-2011, à la transformation de réalités au Moyen-Orient. Il est impossible de n'en pas tenir compte dans la modulation ultérieure du processus de normalisation arabo-israélienne. Depuis 2007, ce processus se trouve en état d'une profonde stagnation. N'ayant pas de possibilité de le réanimer, en 2011 les Etats-Unis ont en fait abandonné les efforts actifs dans cette direction. Selon l'analyse de l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Israël,

Martin Indic, il ne faut pas attendre les nouvelles initiatives de paix de la part de diplomatie américaine jusqu'à la fin des perturbations liées aux élections présidentielles (i.e., plus au moins jusqu'à la fin de printemps 2013).

Cela crée une "fenêtre de possibilités" pour les États qui habituellement ont un rôle secondaire dans la normalisation arabo-israélienne. En juin 2011, la France a proposé sa propre initiative de paix. En septembre, la Russie a acquis un soutien formel du Quartet à la conférence internationale de Moscou sur le Moyen-Orient. En février 2012, à la veille des élections présidentielles, le premier-ministre Vladimir Poutine a déclaré son intention de continuer l'activité de la Russie dans la normalisation au Moyen-Orient. En avril, l'ambassadeur russe à l'ONU Vitalii Churkin a informé de la préparation d'une rencontre à Moscou de délégués des organisations palestiniennes concurrentes. "Les processus transformationnels de grande échelle actuellement en place au Moyen-Orient ne diminuent pas du tout l'importance fondamentale de la normalisation palestino-israélienne, et arabo-israélienne en générale", (Churkin, site officiel de l'ONU, 23.04.12). La Russie a fait comprendre très clairement, que malgré l'attention spéciale envers les processus internes dans le monde arabe (notamment en Libye, en Egypte, et en Syrie), elle a l'intention d'activer sa présence sur la piste arabo-israélienne.

Pourtant, toutes les initiatives européennes et russes ne donnent pas de résultats pratiques. Premièrement, les États-Unis s'opposent à de telles initiatives. C'est la raison pour laquelle la Russie, depuis 2005, ne réussit pas à rassembler à Moscou une conférence internationale sur le Moyen-Orient. Pour la même raison, l'initiative française de renouvellement du dialogue entre Israël et les Palestiniens a échoué en 2011. Deuxièmement, les initiatives européennes et russes ne se distinguent pas cardinalement du concept américain de normalisation. Pour autant, les Européens et les Russes n'ont pas d'influence suffisante sur les parties du conflit pour réaliser ce concept.

C'est pour cela que l'activité internationale de la normalisation au Moyen-Orient se réduit pour le moment aux actions des acteurs principaux dans le cadre du Quartet. Pourtant, cet organisme n'a pas des capacités pratiques pour influencer le processus de normalisation. Son activité passe en parallèle par le développement de la situation dans la zone du conflit. Par exemple, dans sa résolution du 23.09.11, le Quartet a administré aux Israéliens et Palestiniens un graphique pour atteindre un accord "au plus tard à la fin de l'été 2012", mais, *de facto*, les parties ont ignoré cette demande. En cela, l'activité du Quartet se base sur les principes de paix qui ont été formés entre la fin des années 1960 et le début des années 1990. Non seulement ces principes ne correspondent pas aux réalités modernes, mais ils étaient déjà utilisés par les États-Unis à plusieurs reprises, et sans résultat. En outre, comme les outils internationaux antérieurs dans la normalisation du Moyen-Orient (la Conférence de paix à Genève, la Conférence de Madrid sur le Moyen-Orient), le Quartet, d'une manière

générale, assure la légitimation de domination américaine dans ce processus. Il est symptomatique que les trois dernières résolutions du Quartet (20.05.11, 23.09.11, 11.04.12), dans leurs premier/deuxième articles "expriment un soutien décisif" à la vision du Président Obama sur la normalisation arabo-israélienne. Dans les cas où un des participants du Quartet (habituellement, la Russie) décide d'agir indépendamment, les résolutions de cette organisme deviennent encore plus amorphes, vu la volonté de parties à "contourner" les contrariétés.

Par conséquent, une situation inextricable se crée. Le Quartet est privé des instruments pratiques d'influence sur processus de normalisation. L'UE et la Russie ne sont pas non plus capables d'agir indépendamment. Un seul espoir reste – celui de renouveler l'activité de paix des États-Unis, qui, selon tous les avis, n'est à venir qu'au printemps 2013. Pourtant, l'analyse d'actions des États-Unis dans le cadre de normalisation arabo-israélienne, en 1967-2011, porte témoignage que la diplomatie américaine a épuisé ses ressources de médiateur dans le cadre de ce conflit, et les principes de base de ses ressources ne correspondent plus depuis longtemps aux réalités modernes. Le dernier aboutissement pratique des États-Unis était la réalisation partielle de Wye River Memorandum (1998). La deuxième Conférence de Camp David (2000) menée avec la participation la plus active du Président Clinton a provoqué l'escalade sans précédent du conflit. Finalement, après l'échec de la Conférence d'Annapolis (2007), le processus de normalisation s'est acculé définitivement à l'impasse.

The Show Must Go On: la longue histoire des États-Unis dans le processus de paix au Moyen-Orient

Le conflit arabo-israélien est aujourd'hui l'un des problèmes les plus compliqués et épineux de la politique internationale. Et il est resté comme tel depuis près de 70 ans. La confrontation entre les Arabes et les Juifs est entrée dans la phase violente en 1920. Depuis 1947, l'ONU participe aux efforts de résolution de ce problème. Auparavant, les États-Unis s'étaient déjà mis dans la boucle. Les premiers témoignages sur les intentions des Américains d'être un médiateur entre les Arabes et les Juifs datent de 1943. Ainsi, il s'agit d'un conflit perpétuel où les États-Unis sont le participant le plus ancien de la normalisation, qui, contrairement à la Grande-Bretagne, a gardé son activité jusqu'à nos jours. Comment et pour quelles raisons?

Installation américaine dans la région

Jusqu'à la fin des années 1940, les Etats-Unis ont agi en proche partenariat avec les Britanniques, pourtant ils ont depuis le début poursuivi leurs propres intérêts. "Les Etats-Unis se sont pris dans le 'nœud gordien' palestinien, non seulement par l'invitation des Anglais, mais aussi par l'intention de s'installer, en outre en Arabie saoudite, au bord de la Méditerranée, et à proximité des gisements pétrolifères de la Palestine, de la Syrie, et du Liban. Les Etats-Unis sont aussi intéressés par les ports de la Palestine pour l'exportation de leur pétrole arabe", ont remarqué les auteurs d'un rapport analytique du département du Proche-Orient du Ministère des Affaires étrangères d'URSS, en 1946, (Советско-Израильские отношения - Relations soviétiques-israéliennes, vol.1, livre 1, 2000, 144).

La politique américaine sur cet axe était marquée par les contradictions internes et les affolements. En interagissant avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis cherchaient à affaiblir les positions des Anglais dans la région, et, en même temps, à faire usage de leur patrimoine pour retenir l'expansion soviétique. Par ailleurs, la Maison Blanche a senti depuis le début l'influence de deux facteurs mutuellement exclusifs: d'un côté - celle des entreprises pétrolières américaines dont l'intérêt essentiel était de préserver l'amitié avec les Arabes, et de l'autre côté – celle de la communauté juive des Etats-Unis, y compris les sponsors du Parti Démocratique. Par conséquent, en octobre 1946, le président Truman a soutenu la fondation de l'État Juif, mais déjà en décembre 1947, les Américains se sont affirmés contre le plan de l'ONU sur la répartition de la Palestine entre les Arabes et les Juifs. Déjà, en mai 1948, le secrétaire d'état, Georges Marshall, était contre la reconnaissance de l'État Juif. Il a motivé sa position par l'argument selon lequel une telle peut gagner du temps pour les efforts médiateurs des Etats-Unis dans le processus de normalisation.

"Les Anglais se sont trompés dans leur calcul, et Truman a décidé d'agir en autonomie dans les affaires palestiniennes", a marqué l'ambassadeur d'URSS à Beyrouth, Daniel Solod, dans son rapport à Moscou, en février 1947. À ce propos il a cité Le Monde: "Les États-Unis vont désormais mener leur propre politique dans la partie ouest de la Méditerranée, et ils renoncent ultérieurement à coordonner leurs positions avec Foreign Office...", (Советско-Израильские отношения - Relations soviétiques-israéliennes, vol 1, livre 1, 2000, 178).

Implantation

En 1953-1972, il y avait un engagement croissant des Etats-Unis dans les événements autour du conflit arabo-israélien. L'Amérique a commencé à s'essayer indépendamment comme médiatrice. Le premier essai – le Plan Johnston, qui avait pour but de résoudre les contradictions entre Israël et ses voisins dans le domaine de répartition des ressources en

eau – a été mis en œuvre en 1954-1955. Au total, depuis la fondation de l'État d'Israël et jusqu'à la guerre arabo-israélienne de 1973, les Etats-Unis ont publié, ou ont essayé de réaliser de manière discrète, près d'une dizaine d'initiatives de maintien de la paix. Certaines, parmi ces initiatives, ont été promues en conjonction avec les Britanniques (par exemple, le projet Alpha en 1955), d'autres sont nées pendant le dialogue avec l'URSS (les 13 points des États-Unis, 1969). Dans le cadre de ces projets, on a élaboré les principes qui ont ultérieurement formé la base du modèle américain dominant de normalisation arabo-israélienne.

Les prémices pour un tel processus ont été formées notamment sous l'influence des facteurs britannique et soviétique. Ensuite, dans la première moitié des années 1950, vu l'orientation vers l'aviissement des positions de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient, la concurrence entre les Etats-Unis et l'URSS dans cette région s'est accrue. Le catalyseur de ce processus était la Crise du canal de Suez en 1956. En refusant catégoriquement le soutien aux Anglais et aux Français, les Américains sont restés en tête-à-tête avec les Russes. "En privant la Grande-Bretagne et la France de leur rôle historique au Proche et au Moyen-Orient, l'Amérique, en tant que puissance, a découvert que la responsabilité de maintenir l'équilibre des forces dans la région est désormais placée sur ses épaules", a remarqué ultérieurement le secrétaire d'état Henry Kissinger, (Киссинджер - Kissinger, 1997, 493).

C'était bien lui qui, mieux que les autres hommes politiques américains, a compris que la normalisation arabo-israélienne, en tant qu'un des problèmes principaux de la région, peut servir comme un instrument très puissant de neutralisation de l'URSS au Moyen-Orient, en général. Kissinger a déclaré que "la clé de la paix" se trouve à Washington. "La stratégie américaine se basait sur l'assomption que l'URSS doit être confrontée à un choix: soit elle se décroche de ses clients arabes radicaux, soit elle accepte de diminuer son influence. Finalement, cette stratégie a réussi à diminuer l'influence soviétique, et plaçait les Etats-Unis en avant-garde de la diplomatie au Moyen-Orient", a écrit Kissinger ultérieurement dans ses mémoires, (Киссинджер - Kissinger, 1997, 672).

Renforcement

L'Égypte a été choisie comme la destination du "premier coup" – le pays le plus peuplé du monde arabe, qui était la base d'opérations principale de l'Union Soviétique dans la région. Entre 1971-73, les contacts entre Washington et le Caire deviennent beaucoup plus fréquents qu'avant, malgré l'absence de relations diplomatiques officielles. Selon le témoignage de l'ambassadeur soviétique en Egypte de cette époque-là, Vladimir Vinogradov, avant "la guerre d'octobre", il y avait un canal de communication: "Sadate – le service de renseignement égyptien – CIA – le Conseil américain de sécurité nationale, et

Kissinger", (Виноградов – Vinogradov, 1998, 230). Cela a donné un avantage aux Etats-Unis vis-à-vis de leur adversaire: contrairement à l'URSS, ils ont été en contact avec les deux parties du conflit. Mohamed Heikal, qui à l'époque était le ministre d'orientation nationale d'Égypte, parle dans son livre *La route vers Ramadan* (The Road to Ramadan) d'un message secret du président Richard Nixon adressé à Anouar el-Sadate, en juin 1972. L'avis principal de ce message – la clé de normalisation au Moyen-Orient se trouve uniquement aux Etats-Unis. "L'année 1973 est venue. Les contacts du couloir entre Sadate et les américains ont été accentués", a noté Vinogradov dans ses mémoires. "La ligne des américains dans leur pression sur l'Égypte, et notamment sur son président, consistait en une suggestion permanente de l'idée que seulement les Etats-Unis sont capables de promouvoir la tâche de normalisation au Moyen-Orient, i. e. d'exercer une pression sur Israël. Mais les Etats-Unis ne sont pas prêts de le faire gratuitement, le prix étant la diminution, et ensuite la liquidation totale, de la présence soviétique au Moyen-Orient, et en premier lieu – en Egypte", (Виноградов – Vinogradov, 1998, 237). Vinogradov a considéré que les Etats-Unis ont provoqué la guerre de 1973, dans le but d'occuper une position exclusive dans le processus de normalisation, et en conséquence, dans la zone du conflit arabo-israélien.

Juste à l'issue de la guerre, les Américains ont rétabli les relations diplomatiques avec l'Égypte. Kissinger a eu le rôle de négociateur officiel. Ensuite, en utilisant adroitement la Conférence de paix à Genève, il a réussi, pour la première fois dans l'histoire, à établir des négociations directes entre l'Égypte et l'Israël. Celles-là ont dérivé vers la signature de l'Accord égypto-israélien sur le dégagement des forces. Ensuite, en mai 1974, le même accord, sous l'égide des Américains, était signé par les Syriens.

Kissinger a interposé la Conférence de paix de Genève comme couverture pour ses propres efforts de médiation (les Etats-Unis ont par la suite utilisé de la même manière la Conférence de Madrid, et le Quartet des intermédiaires internationaux qui a été créé sur sa base). "Sous prétexte d'accélération de l'acquisition de l'Accord égypto-israélien sur le dégagement des forces, les Etats-Unis ont lancé des actions nettement unilatérales", a noté à l'époque Evgeny Pirlin, haut fonctionnaire du Ministère soviétique des affaires étrangères (Пырлин – Pirlin, 2002, 205).

À la suite des efforts diplomatiques américains, en septembre 1978 venait la signature du document nommé Accord-cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël. À l'étape finale des négociations, le président Jimmy Carter est personnellement passé du leader égyptien au leader israélien, Anouar el-Sadate et Menahem Begin, en cherchant un compromis. En conclusion, les Etats-Unis ont réussi à sortir l'Égypte de la sphère d'influence soviétique, et aussi d'assurer définitivement leur statut de seul réel médiateur dans la normalisation au Moyen-Orient. Qui plus est, les deux parties ont favorisé ces changements

de toute leur force. Déjà en novembre 1973, Sadate a déclaré à Kissinger qu'il escompte uniquement le succès d'efforts médiateurs des Etats-Unis. En Janvier 1978, le ministre des affaires étrangères d'Israël a adressé une note à la Communauté Economique Européenne, demandant à renoncer à l'interférence dans le conflit arabo-israélien par les initiatives de la paix.

Puisque les opposants d'une "paix séparée" entre Israël et l'Égypte ont insisté que Sadate a trahi les palestiniens, abandonnant la défense de leurs intérêts, cela a désigné la direction principale suivante de l'activité médiatrice des Etats-Unis. En novembre 1975, l'assistant adjoint du secrétaire d'état, Harold Saunders, a mis en lumière le Mémorandum de Saunders. Dans ce document, il était marqué que "a bien des égards, la tension du conflit arabo-israélien dépend de la résolution de la question palestinienne", (Пырлин – Pirlin, 2002, 234). En même temps, l'Institut Brookings à Washington a publié un rapport, dont l'un des auteurs, Zbigniew Brzezinski, a été ensuite nommé secrétaire d'état. Selon ce rapport, il n'est pas possible d'atteindre la normalisation au Moyen-Orient sans résoudre le problème palestinien, et celui-là peut être résolu par la mise en place d'un État indépendant "qui assumera toutes les obligations résultant des accords de paix" (avec Israël), (Пырлин – Pirlin, 2002, 233). Un an plus tard, le président Carter a déclaré que les réfugiés palestiniens doivent finalement acquérir leur patrie. À la suite de quoi, pour la première fois, le dialogue a commencé entre la Maison-Blanche et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), par l'intermédiaire des saoudiens et des égyptiens. Mais la "trahison de Sadate" qui a suivi, dont les Américains étaient largement coupables, a mené à la coupure de leurs contacts avec les Palestiniens par voies diplomatiques pour plus d'une dizaine d'années. Cependant, la CIA a gardé des liens discrets avec l'OLP. Finalement, en mars 1988, le secrétaire d'état George Shultz a eu un rendez-vous soudain avec les deux représentants du Conseil national palestinien ayant la nationalité américaine. En décembre de la même année, les Etats-Unis ont officiellement reconnu l'OLP et ont commencé des négociations directes avec cette organisation. Ces négociations ont duré jusqu'à la fin du mois de juin 1990.

Ce faisant, les Etats-Unis ont étendu leur activité médiatrice sur encore un axe très important de la normalisation arabo-israélienne. De plus, l'OLP, depuis les années 1970, était considérée comme un allié très fidèle de l'Union Soviétique, compensant d'une certaine manière la coupure du partenariat stratégique entre Moscou et le Caire. Mais vers la fin des années 1980, l'URSS, affaibli par la guerre en Afghanistan et par la crise économique croissante, ne pouvait plus concurrencer les Etats-Unis au Moyen-Orient. Le nouveau secrétaire général soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a choisi l'axe de rapprochement avec l'Occident. "Washington voyait que les positions de l'URSS au Moyen-Orient deviennent lentement de plus en plus faibles, et que les leaders soviétiques ont déjà perdu les capacités à influencer la situation dans cette région, à soutenir le processus de négociations

arabo-israélien dans une direction avantageuse", marquait Pyrlin, (Пырлин – Pirlin, 2002, 332).

Cela a élevé encore plus le statut des Etats-Unis en tant que seul médiateur dans la normalisation au Moyen-Orient. Le Plan de Shultz est apparu en mars 1988, visant le début d'un processus de paix à grande échelle entre Israël et ses voisins arabes. Le rôle clé dans ce processus était certes donné aux Etats-Unis. Il était noté qu'au début des négociations, la délégation américaine présenterait un projet d'accord futur. Shultz a proposé de tenir une conférence de paix au Moyen-Orient sous l'égide de l'ONU – un autre "couverture" pour l'activité médiatrice des Etats-Unis. Il s'agissait d'un scénario tout prêt pour un énième "bond en avant" de diplomatie américaine dans la normalisation arabo-israélienne, qui est entré dans l'histoire comme la Conférence de Madrid sur le Moyen-Orient (1991).

Domination

Les conditions les plus favorables pour cette domination ont été créées après la victoire sur l'Iraq, remportée au début de 1991 par les forces multinationales, avec les Etats-Unis à leur tête. "Ils ont décidé à Washington que, suite au triomphe de l'opération Tempête du désert, le prestige des Etats-Unis dans la région s'est tellement accru, qu'il est raisonnable d'essayer, sur cette vague de succès, de faire un nouvel effort dans la normalisation au Moyen-Orient", a ensuite remarqué Alexander Belonogov, le vice-ministre des affaires étrangères d'URSS à l'époque, (Белогов – Belonogov, 2001, 355).

La Maison-Blanche a évidemment pris en compte l'expérience de Kissinger, acquise dans le cadre de la Conférence de paix de Genève, et le plan préétabli par Shultz. Selon le témoignage de Belonogov, les Etats-Unis ont proposé de "remplacer l'égide ONU-nienne de la conférence, comme une option mal appropriée, par parrainage américano-soviétique commune", (Белогов – Belonogov, 2001, 356). Dans les conditions de chute de l'Empire Soviétique et de cap pro-occidental de Moscou, il était évident que ce détour garantirait aux Etats-Unis une domination absolue dans le processus de normalisation arabo-israélienne. "La Convocation de la Conférence de Madrid sur le Moyen-Orient constituait un succès très important du président Bush dans le domaine de politique étrangère", marquait Pyrlin. "L'institution de coprésidence russo-américaine dans cette conférence sur le Moyen-Orient a tout d'abord fait le jeu des Américains, qui sont cohérents et persistants à mener non pas une ligne consensuelle, mais leur propre ligne dans les questions de normalisation au Moyen-Orient, étant *a priori* sûrs que l'autre coprésident s'entende de manière absolue avec tous les "mouvements" politiques et diplomatiques de Washington. La coprésidence russo-américaine dans la conférence de paix a en fait fourni aux Etats-Unis une façade politique convenable pour couvrir toutes les manœuvres de couloir de Washington. Les américains

considéraient la préservation, même formelle, de coprésidence comme une vraie opportunité pour mettre une fausse auréole de concertation et d'équilibre sur leurs idées et propositions", (Пырлин – Pirlin, 2002, 354-355).

Tout aussi formelle était la participation dans cette conférence de la CEE, présentée par le premier-ministre espagnol Felipe Gonzalez. La présence de Russes et d'Européens a fourni la légitimation internationale au rôle exclusif des Etats-Unis dans la normalisation arabo-israélienne. Cela reflétait la réalité d'un système unipolaire d'ordre mondial qui s'est formé à cette époque (en décembre 1991, l'URSS a officiellement cessé d'exister). Et c'est exactement ce format de médiation "internationale" – la domination des Etats-Unis et la participation formelle de l'UE et de la Russie – qui a été ensuite transformé en Quartet pour le Moyen-Orient.

Encore un aboutissement des Etats-Unis: sous l'égide de la Conférence de Madrid, ils ont réussi à assurer définitivement les principes de leur concept de normalisation comme principes généralement reconnus et inaltérables pour le futur processus de paix.

La Conférence de Madrid a commencé le 30 octobre 1991, mais les négociations réelles entre les israéliens et les délégations arabes ont été menées sous son égide à Washington (les Américains ont répété ce qui a été fait lors de la Conférence de Genève). Pour la première fois dans l'histoire, les négociations directes ont commencé entre les Israéliens et les Palestiniens. Malgré le fait qu'elles n'ont pas eu un résultat concret, la Conférence de Madrid a créé les conditions pour une poussée dans les négociations clandestines entre les Israéliens et l'OLP à Oslo (1993). Saeb Erekat, le chef de la délégation palestinienne, a marqué à ce propos que "sans Madrid on ne serait jamais arrivé à Oslo", (הארץ - עקיבא אלדר, Akiva Eldar, Haaretz, 14.01.06)

Le premier accord israélo-palestinien a été signé sans la participation des Américains, en août 1993. Mais le moment où ce fait était ébruité, les Américains ont mis le processus sous leur égide. En septembre, les parties ont signé le deuxième accord, sur la base du premier, mais cette fois la signature était faite à Washington, avec la participation du président Bill Clinton. La signature de ce document a fait l'objet d'une large publicité dans les médias internationaux, et cela a permis aux Etats-Unis de présenter cet avancement comme leur propre aboutissement.

Ensuite, jusqu'à la fin des années 1990, encore cinq accords étaient signés entre Israël et les Palestiniens: trois – avec la participation du président Clinton, et un – avec la participation du secrétaire d'état Madeleine Albright. Tous ces accords ont été signés non simplement avec la médiation des Etats-Unis, mais sous leur forte pression (particulièrement, Wye River Mémorandum, 1998). La même chose est vraie en ce qui concerne l'accord de paix entre Israël et la Jordanie (1994), basé sur la déclaration de Washington; et en ce qui concerne les négociations entre Israël et la Syrie, dont le point

culminant était la Conférence de Shepherdstown (2000). Ainsi, cette période a été caractérisée par la dominance absolue des Etats-Unis dans le domaine de normalisation arabo-israélienne. "Les Etats-Unis ont de nouveau farouchement mené la partie en solitaire dans le processus de paix. Cette fois, Washington a non seulement tourné le dos au coprésident Russe de la Conférence de Madrid, mais aussi ne voulait pas interagir dans sa mission de paix au Moyen-Orient avec les européens", remarque le patriarche de la politique russe dans la région, ministre des affaires étrangères à l'époque, Evgueni Primakov (Примаков – Primakov, 1999, 375). Dans ses mémoires, il raconte qu'au milieu des années 1990 les Etats-Unis ont de manière démonstrative ignoré, dans le processus de paix au Moyen-Orient, non seulement la Russie, mais aussi la France et l'Italie. Faisant fonction d'un médiateur entre les Arabes et les Israéliens, le secrétaire d'Etat Warren Christopher a traité ses collègues européens non seulement avec dédain, mais de manière nettement humiliante.

Échec

Vers la fin des années 1990 – début des années 2000, la situation internationale et la donne des acteurs politiques dans la société palestinienne ont tangiblement changées, le monde arabe vivant le processus recrudescant de la radicalisation religieuse. Néanmoins, les Etats-Unis ont continué à agir dans le domaine de normalisation au Moyen-Orient sur la base du concept qui a été formé en 1956-1988, et des méthodes mises au point en 1973-1993. Dans les réalités altérées, les Etats-Unis n'ont plus été capables de mettre la pression sur les participants du processus à un niveau qui était indispensable pour la continuation des négociations et de la réalisation des accords, selon le modèle américain de normalisation. Cela déterminait le déclin de mission médiatrice de Washington dans les années 1999-2000. En décembre 1998, le gouvernement israélien a refusé de réaliser les conditions de Wye River Memorandum, car l'administration palestinienne n'était plus capable de garantir la réalisation de ses obligations. En janvier 2000, les négociations entre Israël et la Syrie se sont acculées définitivement dans une impasse. En juillet 2000 – janvier 2001, les négociations entre Israël et les Palestiniens concernant le règlement définitif du conflit se sont terminées par un échec total. L'essai des Etats-Unis de contraindre les parties à obtenir des accords, lors de la deuxième Conférence de Camp David en juillet 2000, a eu un effet contraire.

Celle-ci a provoqué l'escalade sans précédent du conflit palestino-israélien, nommée la Seconde Intifada ou l'Intifada el-Aqsa. Elle a commencé en septembre 2000, et a nominalement continué jusqu'à la fin 2004, créant les prémices pour un engagement militaire d'Israël avec le Hamas dans la Bande de Gaza (2006), et pour la prise de pouvoir dans la

Bande de Gaza par le Hamas (2007). 1115 Israéliens et 3300 Palestiniens ont été tués, près de 8000 Israéliens et 30000 Palestiniens ont été blessés lors de cette Intifada. C'était le résultat final de la phase "réussie" de participation des Etats-Unis dans le règlement arabo-israélien.

Stagnation

Suite à l'échec du processus de paix, en 2001-2007, l'administration américaine a essayé de réaliser les cinq initiatives importantes visant à la résolution du conflit, à la reprise de négociations, et à l'obtention d'un règlement durable. Malgré le fait qu'une d'entre elles dérivait personnellement du président George Bush (Feuille de route pour la paix, 2002), et la Conférence d'Annapolis pour la paix (2007) était convoquée sous son égide, toutes ces initiatives n'ont eu aucun résultat. L'impotence des efforts médiateurs des Etats-Unis a accentué le fait que les Américains ont publiquement déclaré les buts notoirement irréalisables dans leur mission de paix. Ainsi, selon la Feuille de route, le règlement définitif du conflit devait être acquis jusqu'à la fin de 2005, et, selon la déclaration finale de la Conférence d'Annapolis, jusqu'à la fin de 2008. Ces buts déclarés ne correspondaient pas aux réalités de la région: les parties du conflit n'ayant pas de volonté ou n'étant pas capables de réaliser les obligations qu'elles ont assumées sous la pression des Etats-Unis. De plus, cette période a été marquée par la chute précipitée du prestige américain dans le monde arabe (sur fond d'opérations en Iraq et en Afghanistan), et par l'accroissement du rôle au Moyen-Orient de mouvements islamistes radicaux s'opposant au processus de paix.

Dennis Ross, qui a joué un des rôles clés dans la politique américaine au Moyen-Orient, entre 1991 et 2011, a conclu dans son livre *Statecraft* que "dans un avenir prévisible, l'aboutissement de paix est impossible", (Ross, 2007, 258). Selon lui, c'est un fait établi, en raison "de la colère croissante du monde arabe et Musulman envers les Etats-Unis, quand l'idée même de paix est remise en question comme elle ne l'a jamais été depuis la Conférence de Madrid en 1991, et quand l'Iran, le Hezbollah, et le Hamas obtiennent un rôle dominant au Moyen-Orient, mettant en contestation le droit d'Israël à l'existence", (Ross, 2007, 259).

Le Président Barack Obama, depuis le début de son terme, a fait des efforts pour améliorer l'image des Etats-Unis dans le monde musulman, en mettant un accent particulier sur la réanimation du processus de paix. Une de ses premières décisions était la nomination de George Mitchell comme envoyé spécial au Moyen-Orient. Washington Post a noté à ce propos, que ce fait indiquait l'ambition d'Obama d'atteindre des progrès dans le règlement palestinien-israélien. Ensuite, il y a eu les discours du président à Ankara (avril 2009) et au Caire (juin 2009). Obama a admis la fausseté de la politique au Moyen-Orient de son

précurseur, mais, en même temps, il a assumé tel quel le modèle existant obsolète du règlement régional. Lors de son discours à Ankara, il a demandé aux Israéliens et Palestiniens de réaliser les obligations qu'ils ont assumées dans le cadre de la Feuille de route et de la Conférence d'Annapolis. Au Caire, Obama a déclaré "l'aspiration légitime des Palestiniens d'établir leur propre Etat", notant qu'Israël est obligé de lancer "des pas concrets" pour obtenir des progrès dans le processus de paix.

Les discours du programme du nouveau président ont été accueillis avec enthousiasme dans le monde musulman, et avec l'espoir qu'il exercera une pression massive sur Israël. Obama a commencé à agir dans cette direction. Il a obtenu la reconnaissance publique du principe de deux Etats pour deux peuples de la part du premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, et un gel de dix mois de la construction dans les colonies juives en Cisjordanie. Mais Obama n'a pas réussi à en profiter pour "redémarrer" le processus de paix. Ses relations avec Netanyahu, en revanche, sont devenues assez tendues.

L'échec d'initiative de paix du président Obama a figé encore plus l'état de stagnation du processus de normalisation au Moyen-Orient. Cela a provoqué le sentiment d'une profonde déception dans le monde musulman. Selon le sondage d'opinion mené dans cinq pays arabes, et publié par l'université de Maryland en octobre 2011, 52 pourcent d'interrogés ont déclaré leur déception totale vis-à-vis de la politique d'Obama au Moyen-Orient (en 2009, c'était seulement 15 pourcent), et 56 pourcent ont déclaré leur attitude négative vis-à-vis des Etats-Unis. Selon la recherche menée par Pew Foundation en 2011, 84 pourcent d'interrogés en Jordanie ont montré leur attitude négative vis-à-vis des Etats-Unis, 79 pourcent en Egypte, 75 pourcent en Turquie et au Pakistan. Avec cela, 46 pourcent d'interrogés dans 22 pays musulmans ont déclaré que c'était la politique d'Obama face à la question palestinienne qui les a déçus le plus.

Après cet échec dans le processus arabo-israélien, le président des Etats-Unis s'est pratiquement éloigné de ce domaine. Bien qu'en mai 2011 il a publiquement réitéré son soutien d'idée de création d'un État Palestinien, le quotidien israélien Haaretz marque que déjà durant cette période son conseiller Ross était en train de vivement persuader Obama d'abandonner toutes les initiatives de paix à terme. En juin 2011, la secrétaire d'état Hillary Clinton a confirmé que la Maison Blanche a adopté une position d'attente. Selon l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Israël, Martin Indyk, Washington ne va pas activer ses efforts sur cette piste au moins jusqu'au printemps 2013.

La stagnation dans le processus de normalisation arabo-israélienne, l'échec d'Obama de réanimer ce processus, et la suspension de mission médiatrice active des Etats-Unis ont créé des conditions favorables pour l'action des autres acteurs, qui auparavant avaient un rôle formel ou secondaire. À la suite de quoi, les projets suivants sont apparus: l'initiative de paix Saoudienne (mars 2002), l'initiative de Conférence de paix à Moscou (proposée en avril

2005), l'initiative de la France, de l'Italie et de l'Espagne de renouvellement des négociations palestino-israéliennes (novembre 2006), l'initiative de reprise des négociations entre Israël et la Syrie par l'intermédiation de la Turquie (mai - juillet 2008), l'initiative de la France et de l'Egypte de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas (janvier 2009), l'initiative de la France sur le renouvellement des négociations palestino-israéliennes (novembre 2009), l'initiative de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne de renouveler les négociations palestino-israéliennes (avril 2011), et enfin, l'initiative de la France de tenir la conférence de paix israélo-palestinienne (proposée en juin 2011).

Malgré le fait qu'en juin 2011, le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a déclaré que tout est en train de changer dans la région, et qu'il est temps pour une nouvelle initiative dans le domaine de normalisation arabo-israélienne, tous ces projets alternatifs n'ont rien contenu de nouveau et d'original. D'une manière générale, ils étaient basés sur les principes du modèle américain de règlement, qui se sont formés en pleine période de Guerre froide. Certains de ces projets, comme l'initiative française de 2011, s'appuyaient officiellement sur le programme américain de paix au Moyen-Orient. À leur tour, les Américains, n'ayant pas de possibilité de réanimer le processus de paix par leurs propres moyens, en démontrant une plus grande disposition de coopérer avec les autres, ont néanmoins bloqué, parfois de manière ouverte, les projets des autres. Telle était la situation avec la proposition de la Russie de convoquer une conférence de paix à Moscou; avec l'initiative de trois parties (la Grande-Bretagne, la France, et l'Allemagne); avec l'initiative des Français de convoquer la conférence de paix. La faillite du concept américain de normalisation, l'impotence des autres acteurs, et l'absence d'une alternative réelle ont favorisé l'aggravation de la stagnation dans le domaine israélo-palestinien.

Médiateur "sans alternative"

Le rôle dominant des Etats-Unis dans le processus de normalisation arabo-israélienne est l'héritage de la Guerre froide, quand les Américains ont utilisé leur mission médiatrice afin d'affaiblir les positions de l'URSS au Moyen-Orient. Le succès médiateur des Etats-Unis est nettement limité dans la période de 1973-1998. Mais même durant cette période, les percées les plus importantes dans le processus de normalisation ont été obtenues non pas grâce aux efforts des Etats-Unis, mais à leur insu. La visite historique d'Anouar el-Sadate à Jérusalem (1977) a été précédée par les négociations clandestines entre Israël et l'Egypte au Maroc, sans participation des Américains. La percée dans les négociations entre Israël et l'OLP à Oslo (1993) a aussi été obtenue sans participation des Etats-Unis. Ainsi, l'aboutissement le plus important de Washington pendant les 70 ans de médiation active était le lancement de

négociations directes entre Israël et l'Égypte, sous l'égide de la Conférence de paix de Genève en 1973.

En revanche, la pression massive du médiateur sur les Israéliens et les Palestiniens, en tant qu'ambition d'atteindre un résultat rapide, sans fouiller les détails, la limitation temporelle du processus des négociations, en le mettant en lien avec les élections aux États-Unis - tous ces éléments sont devenus une des raisons majeures d'escalade dramatique du conflit (2000-2004) et d'échec du processus d'Oslo. Les participants directs des négociations des différents côtés sont d'accord pour constater que les États-Unis sont dans une large mesure responsables de l'échec du processus de paix. Denis Ross remarque que la mission médiatrice des États-Unis constitue un défilé perpétuel d'échecs et de décomptes. Pourtant, Ross ne trouve pas que le modèle américain de normalisation est inconsistant. Il fait porter la responsabilité soit à Yasser Arafat, soit à l'administration du président George Bush. À son tour, Primakov voit le problème principal dans la monopolisation américaine du processus de paix. Analysant les raisons de l'échec de la Conférence à Camp David en 2000, le membre de la délégation israélienne, Amos Gilad, remarque que : "La gestion américaine des négociations a été avortée et amateur", (הראל, יששכרוף, Harel, Issacharoff, 2004, 66). Selon lui, les délégués de l'administration du président Clinton ont été trop pressés, n'ont pas fait attention aux détails, et n'ont même pas préparé les documents principaux de manière soignée. "Ross et Martin Indyk ont attiré Clinton dans le piège de Camp David. Cette conférence au sommet, dès le début, n'a eu aucune chance de réussir", ajoute le membre de la délégation palestinienne, Hassan Asfour (הראל, יששכרוף, Harel, Issacharoff, 2004, 69).

L'échec de mission médiatrice américaine en 2000-2011 a montré la déficience de la politique des États-Unis dans la région en générale. Il a démontré que Washington est capable d'influencer la situation de manière cardinale, seulement par moyens militaires (la Guerre du Golfe en 1991, la guerre d'Iraq en 2003). Mais cette méthode a eu un effet catastrophique, et après avoir obtenu un résultat très limité, les États-Unis n'ont pas été capables d'influencer les processus qui se sont déroulés dans la région (ce qui a été très évident en Iraq).

Pourtant, de par les capacités limitées de la politique américaine au Moyen-Orient, malgré les échecs de 2000-2011, les États-Unis vont tendre à garder leur position dominante dans le processus de normalisation arabo-israélienne. Le but principal de la mission médiatrice américaine n'a jamais été d'obtenir la normalisation définitive, mais de garantir les positions des États-Unis dans la région en contrepoids de leurs adversaires géopolitiques. Vladimir Vinogradov a même évoqué que les États-Unis ne sont pas intéressés par la résolution du conflit, parce que cela signifierait qu'Israël et certains pays arabes ne soient plus dépendants d'eux. Autrement dit, par leur participation active dans le processus de paix les États-Unis ont pour but non pas le changement cardinal de situation dans la zone du conflit, mais leur

propre consécration au Moyen-Orient, sur fond de déficience des instruments de leur politique régionale.

À leur tour, les parties du conflit aussi ne sont pas intéressées par la résolution de la mission médiatrice américaine, même si elle n'est pas efficace. Chaque aboutissement, même nominal, dans le processus des négociations était toujours étoffé par l'aide économique ou militaire américaine très importante. Évidemment, la préservation d'une telle situation est profitable pour les Israéliens et les Arabes.

Alors, tandis que les Etats-Unis ont leurs intérêts économiques au Moyen-Orient, et prétendent au rôle d'une puissance mondiale prépondérante, leur position dominante dans le processus de paix va se poursuivre. Pour les Etats-Unis c'est un des moyens principaux de garder leurs positions dans la région; pour les parties du conflit – c'est un bon revenu sur les ambitions "impériales" des Américains. Par conséquent, il n'existe pas d'alternative aux Etats-Unis dans le cadre du processus de normalisation *politique* du conflit arabo-israélien. Néanmoins, si jamais on trouve une solution politique à ce conflit, ce ne sera pas grâce à la médiation américaine (elle va peut-être avoir une fonction auxiliaire), mais à l'issue du changement des positions des participants-mêmes de cet affrontement.

L'archaïsme du modèle américain de normalisation

L'activité médiatrice des Etats-Unis est basée sur cinq principes clés. La paternité de ces principes, en général, n'appartient pas à la pensée politique américaine, ni à la diplomatie américaine. Ils sont empruntés à d'autres participants du processus de normalisation. Presque tous ces principes ont été adoptés par les Américains lors de la Guerre froide, et ne correspondent plus aux réalités modernes de la situation au Moyen-Orient.

Domination des Etats-Unis sous l'égide formelle de la communauté internationale

Les Etats-Unis ont garanti leur rôle dominant dans le processus de normalisation arabo-israélienne en 1973-78, dans le cadre de la stratégie globale de repoussage de l'Union Soviétique du Moyen-Orient. Sur fond de la chute du système communiste en 1991-93, les Etats-Unis ont définitivement assuré leur rôle exclusif dans le processus de paix.

Ainsi, ce principe est la dérivation de la Guerre froide, et de la période du système omnipolaire d'ordre mondial. Et malgré le fait que les Etats-Unis ne sont plus le leader incontestable de la politique internationale, pour les raisons expliquées ci-dessus ils gardent le monopole dans le processus de normalisation au Moyen-Orient. Tous les efforts d'activation des autres acteurs sur cette piste sont jugulés par les Américains.

Négociations directes

En 1954-72, les Américains étaient satisfaits de leur rôle de trait d'union qui passe les messages d'une partie du conflit à l'autre. Cependant, les dirigeants d'Israël ont depuis le début insisté sur lancement de négociations directes avec les Arabes. Leur calcul était simple – ils ont espéré que par le fait même de négociations directes, les pays arabes reconnaîtraient l'État d'Israël. Le sous-secrétaire de la Défense des Etats-Unis, Robert Anderson, qui en 1956 a eu la mission secrète de préparation d'un accord de paix entre Israël et l'Égypte, a marqué dans ses rapports destinés au président que le premier-ministre israélien David Ben Gourion lui a dit qu'il "soit prêt à faire des concessions dont Nasser ne peut même rêver, mais qu'il est d'accord lui d'en discuter seulement lors d'une conversation en tête-à-tête", (מלמן, רביב) – Melman, Raviv, 1994, 78). Dans sa déclaration, au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée Générale de l'ONU en juin-juillet 1967, le premier-ministre israélien Levi Eshkol a mis l'accent sur la nécessité du lancement de négociations directes entre les parties.

Les Arabes, soutenus par l'URSS, ont été contre les négociations directes. Ils ont insisté sur le maintien du processus de normalisation au Moyen-Orient par les grandes puissances mondiales. Mais, sous la pression d'Israël, les Etats-Unis ont été contraints d'adopter le principe de dialogue direct. La première fois il a été officiellement assuré dans "Les cinq principes de Johnson" (1967), où il était noté: "Les parties en conflit doivent être les parties dans la paix. Tôt ou tard, ce sont eux qui doivent amener la normalisation dans la région", (קובץ מסמכים) – La politique étrangère d'Israël, l'annuaire de documents, p1, 2004, 197). Dans sa déclaration lors de la Conférence de Genève en 1973 Kissinger a dit: "Nous assumons qu'il faut mener des négociations réalistes entre les parties-mêmes", (Пырлин – Pirlin, 2002, 189). Par la suite, ce principe était inclus dans toutes les initiatives américaines de paix. Pour la première fois les Etats-Unis ont réussi à l'appliquer sur la piste égyptienne en 1973, et seulement en 1991, sous l'égide de la Conférence de Madrid, ils ont réussi à l'universaliser sur toutes les autres pistes de normalisation arabo-israélienne. Les conférences de Genève et de Madrid ont garanti la légitimation internationale de ce principe. Depuis 2002, ce principe est un des aspects majeurs d'activité du Quartet pour le Moyen-Orient.

Ainsi, le principe de "négociations directes" est un héritage de la période où Israël a aspiré à obtenir la reconnaissance *de jure* de la part des pays arabes, en voyant la garantie de normalisation régionale et de sa propre sécurité. En 1973-78, Israël a acquis la reconnaissance *de jure* de la part de l'Égypte, en 1991-94, de la part de la Jordanie et de l'OLP, qui ont signé les documents correspondants, et aussi de la part de la Syrie, par le fait-

même qu'elle a mené les négociations directes avec l'Etat israélien. Cependant, tout cela n'a pas mené à la normalisation définitive, et n'a pas garanti la sécurité d'Israël non plus.

L'échange de territoires contre la paix

L'interprétation moderne de ce principe se réduit à la supposition que le règlement définitif du conflit est possible seulement sous condition du retrait israélien de tous les territoires occupés depuis 1967. Tel est le premier mythe lié à ce principe. Les auteurs du deuxième mythe lié à ce principe-même sont les activistes de la droite israélienne. Ils affirment que ce principe a été infligé à Israël dans le cadre du processus d'Oslo.

En vérité, le premier à évoquer ce principe était le président d'Egypte Gamal Abdel Nasser, en 1956, lors de contacts avec Robert Anderson, l'envoyé spécial du président américain. Nasser a démontré de la bonne volonté pour terminer l'état de guerre avec Israël, mais en échange, il a demandé des concessions territoriales importantes dans le Néguev. Ainsi, le principe de "paix contre les territoires" est né.

Après la guerre de 1967, ce principe a été adopté par les décideurs israéliens. Les pays arabes, soutenus par l'URSS, insistaient sur une remise inconditionnelle de territoires occupés par Israël. Ils ont assumé que la remise de territoires ne peut pas être conditionnée par leur reconnaissance de l'État d'Israël et par la terminaison de l'état de guerre. Sous l'égide de l'URSS, cette position a acquis la légitimation dans la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU, le 22 novembre 1967.

Cependant, Israël a mis en avant le principe d'échange de territoires contre la paix. Eshkol a noté à ce propos: "Tandis que nos voisins s'entêtent dans leur politique d'hostilité, et envisagent notre destruction, nous ne céderons pas les territoires qui sont actuellement sous notre contrôle, et que nous considérons nécessaires pour notre sécurité et notre défense légitime", (Пырлин – Pirlin, 2002, 81). De ce fait, Israël s'est décidé à saisir ces territoires pour amener les pays arabes à parvenir au règlement total, et ainsi, comme il semblait à cette époque, garantir sa sécurité à long terme.

Les Etats-Unis ont adopté ce principe après les Israéliens, à l'issue de la guerre de 1967. William Quandt, un des participants des négociations avec l'Égypte, a expliqué par la suite, que, selon Washington, il fallait laisser Israël garder les territoires occupés jusqu'au moment où ses voisins arabes en viennent à comprendre l'importance de relations de paix et de négociations de paix avec Israël.

Les Etats-Unis ont réussi à appliquer ce principe pour la première fois lors de la conclusion d'accord de paix entre Israël et l'Égypte (la paix contre le retrait israélien de la Péninsule du Sinaï). Il a acquis la légitimation internationale dans le cadre de la Conférence de Madrid en 1991. Tous les arrangements consécutifs entre Israël et l'Autorité Palestinienne ont été

basés sur ce principe propre, de même que les négociations avec la Syrie en 1991-2000 et en 2008 (la paix contre le retrait du Golan).

Néanmoins, Dennis Ross conclut que, dans les conditions actuelles, ce principe a perdu son sens original. En 2000, Israël a abandonné son contrôle sur le territoire du Liban du Sud. Cela a renforcé les positions de Hezbollah dans cette région, et ce fait a mené au conflit militaire de 2006. En 2005, Israël a abandonné le contrôle des territoires de la Bande de Gaza. Le résultat – Hamas a acquis le pouvoir dans cette région. En 2006-2012, le Sud d'Israël était la cible de nombreuses attaques de roquettes venant de la Bande de Gaza. Ici, il faut ajouter le fait que le retrait du Sinaï à l'Égypte ne constituait pas une garantie illimitée de sécurité pour Israël du côté égyptien. Depuis le début de la déstabilisation en Égypte en 2011, la frontière sud d'Israël a été plusieurs fois l'objet d'attaques d'islamistes venant du Sinaï.

Ainsi, le principe de "paix contre les territoires" a bien été convenu à l'époque où il a été adopté par Israël et les États-Unis (1967). Il a pu avoir un effet réel dans les conditions des régimes arabes laïcs qui écrasaient de manière très sévère l'opposition islamique, et qui étaient fort liés avec les États-Unis et l'URSS. Mais dans la réalité moderne, après le changement du pouvoir en Égypte et la déstabilisation prolongée en Syrie, sur fond d'affaiblissement du Fatah dans sa concurrence avec le Hamas, et de croissance générale de popularité du mouvement islamique au Moyen-Orient, ce principe ne constitue plus une garantie de normalisation et de sécurité pour Israël. La tentative des États-Unis d'infliger aux Israéliens et Palestiniens un accord de règlement définitif en 2000, sur la base de ce principe, a fini par l'échec du processus d'Oslo en général. À cette époque-là, la situation dans la région a connu des changements importants. Les positions d'Arafat n'étaient plus aussi fortes comme en 1993-95. Sur fond d'activation des jeunes leaders du Fatah, et d'influence croissante du Hamas, Arafat n'était plus capable de contrôler la situation dans les territoires palestiniens, et notamment dans la Bande de Gaza. C'est la raison pour laquelle Arafat n'a pas été capable de réaliser le principe de "paix contre les territoires". Il voulait acquérir autant de territoires que possible, mais il n'a pas eu de possibilité de garantir la sécurité à Israël. Les contradictions sur les autres questions clés (les réfugiés, le statut de Jérusalem, etc.) ont aggravé la situation en augmentant la rupture entre les parties. De ce fait, l'intention ferme des États-Unis d'acquiescer l'accord de paix dans de telles conditions a mené vers l'escalade du conflit.

Multivectorialité du processus des négociations

Jusqu'en 1991, l'activité médiatrice des États-Unis s'est développée selon le principe d'un vecteur unique. Kissinger était le fervent irréductible d'une telle approche. De ce fait, sa

stratégie à reçu le nom de "Step-by-Step Diplomacy" (la diplomatie pas-à-pas). Cette stratégie supposait l'aboutissement du règlement pacifique d'abord entre Israël et l'Égypte. Les Américains considéraient que l'aboutissement de ce but pouvait booster la Jordanie et la Syrie à commencer des négociations. Le roi Hussein, qui a eu des relations étroites avec les États-Unis, s'est orienté vers un tel scénario. Cependant, l'opposition soviétique au processus de Camp David, et la condamnation agressive de la part de pays arabes d'une "paix séparée" que Sadate a signée avec Israël, ont forcé les Jordaniens à abandonner cette idée.

L'URSS a insisté sur le format d'une normalisation "totale", i.e., la résolution à la fois de tous les points conflictuels entre Israël et les pays arabes. Cette approche était fondée sur le concept selon lequel, la cause principale du conflit au Moyen-Orient était l'occupation de territoires saisis par Israël en 1967 en Syrie, en Égypte, et en Jordanie. D'après Moscou, la diplomatie "Step-by-Step" visait à affaiblir le front uni des pays arabes dans leur combat pour la restitution des territoires occupés.

Les États-Unis ont importé le principe multi-vectorel de normalisation seulement en 1991, quand l'URSS n'était plus un concurrent. Les Américains ont fait leur propre usage de ce principe pour propager leur rôle dominant sur toutes les pistes de normalisation arabo-israélienne (les Palestiniens, la Jordanie, la Syrie).

Dès lors, ce principe, en acquiesçant la légitimation internationale à la Conférence de Madrid et ensuite – par le Quartet, est devenu une des conditions officielles de normalisation. Pourtant, comme le montrent les événements des années 1990-2000, le progrès des négociations sur une piste arrivait aux dépens d'une autre. Les chercheurs israéliens Avi Issacharoff et Amos Harel, qui ont interviewé les participants de la deuxième conférence de Camp David, notent qu'à l'époque du premier-ministre Ehud Barak "les négociations avec les Palestiniens ont été mis en branle tardivement, au printemps 2000, seulement après l'effondrement de l'espoir que Barak avait par rapport à la piste syrienne", (הראל, יששכרוף, Harel, Issacharoff, 2004, 66).

A son tour, le président Barak Obama a tenté de réanimer le processus de paix notamment sur la piste israélo-palestinienne.

Règlement définitif du conflit

Le principe du règlement définitif du conflit se base sur la théorie que, en potentiel, Israël et ses voisins arabes sont capables de résoudre toutes les questions conflictuelles, une fois pour toutes. Ce principe vise la signature d'un accord dont la vigueur sera illimitée au niveau temporel. Pourtant, depuis le début des années 1990, en imposant cet objectif, les limites pour sa réalisation étaient bien établies.

De même que le principe "la paix contre les territoires", cette idée a été importée par les Américains du gouvernement israélien, pour lequel, après les guerres de 1967 et 1973, un tel règlement "éternel" en échange des territoires paraît bien possible. "Nos accords de paix doivent officiellement proclamer l'arrêt définitif du conflit et l'abandon de toutes les prétentions ou tous les actes résultant de l'état de guerre", a déclaré le ministre israélien des affaires étrangères, Abba Eban, lors de la Conférence de Genève en 1973, (Пырлин – Pirlin, 2002, 195).

Depuis la conférence de Madrid, l'aboutissement de "paix éternelle" est devenu le but généralement reconnu du processus de normalisation arabo-israélienne. En convoquant la conférence de Camp David en juillet 2000, les Etats-Unis ont poursuivi le but de résoudre à la fois toutes les questions conflictuelles entre Israël et les Palestiniens. La feuille de route du président Georges Bush (2002) et la conférence de paix à Annapolis (2007) visaient l'aboutissement d'un règlement définitif aux termes fixés à l'avance (jusqu'à 2005 et 2008 respectivement).

Ce principe, comme l'objectif déclaré de négociations, a déchaîné les espérances trop élevées de deux parties par rapport au processus de paix. Et quand cet objectif s'est montré inaccessible, la déception était d'autant plus grande que les espérances.

Ainsi, la proclamation de faisabilité de ce principe a contribué à l'échec du processus d'Oslo. Ce principe pouvait être réel seulement à condition d'immutabilité de la situation internationale et régionale, i.e., le "figement" du Moyen-Orient dans l'état où il était à la fin des années 1980 – début des années 1990. La chute de l'URSS, la croissance rapide de la popularité du mouvement islamique dans la région durant les deux dernières décennies, et, par conséquent, la prise du pouvoir par le Hamas dans la Bande de Gaza, ainsi que le Printemps arabe de 2011, ont démontré que la théorie d'une "paix éternelle" est fondamentalement inconsistante et utopique.

Alternative euro-turcophone du règlement au Moyen-Orient

L'illusion de normalisation arabo-israélienne

Un de principes majeurs du modèle existant de règlement au Moyen-Orient, "la paix contre les territoires", déclare qu'une fois qu'Israël renoncera à tous les territoires occupés en 1967, tous les pays arabes établiront des relations diplomatiques avec lui. Comme on a remarqué précédemment, ce concept d'une "paix totale" a été d'abord soutenu par Israël, et en suite – par l'URSS. Les Etats-Unis ont emprunté ce concept pour leur mission médiatrice, seulement vers le début des années 1990. À leur tour, les pays arabes ont pendant longtemps eu pour ambition de réacquiescer les territoires occupés, sans garantir de reconnaître l'État d'Israël en

retour. Seulement après le lancement du processus d'Oslo, la plupart d'entre eux ont déclaré la possibilité d'une normalisation universelle, à condition du respect absolu du principe de "paix contre les territoires". Et c'est seulement en 2002 que ces déclarations ont été assurées au niveau général, dans l'initiative saoudienne de paix qui était soutenue par la Ligue arabe. Néanmoins, l'exemple du règlement israélo-égyptien a démontré que: la restitution de tous les territoires n'implique pas la normalisation entière. Il s'agit juste d'un arrêt de belligérance. Formellement, les Égyptiens motivaient cela par l'occupation prolongée des territoires palestiniens. Mais l'activation du processus de négociations israélo-palestinien en 1993-1995 n'a pas mené à une amélioration des relations entre l'Égypte et Israël. À ce moment-même les Égyptiens ont déclaré qu'Israël "doit renoncer à l'arme nucléaire", et l'ont accusé d'ambitions expansionnistes à l'échelle régionale.

Malgré tout, l'établissement israélien a continué de croire que l'avancement du processus d'Oslo doit mener à la normalisation universelle de relations avec tous les pays arabes. Ces derniers, à leur tour, n'y étaient pas prêts, et se tenaient de manière très réservée. Sur fond du processus d'Oslo, la Jordanie était le seul pays qui a pris le parti d'établir des relations diplomatiques avec Israël au niveau des ambassades. Encore trois pays arabes ont accepté d'établir des relations diplomatiques au format limité (le Maroc, l'Oman, et le Qatar). Ainsi, seulement cinq parmi 22 pays de la Ligue arabe ont *de jure* reconnu Israël. Le reste, même s'ils ont eu des contacts avec Israël, conditionnaient l'établissement de liens réguliers par le retrait israélien de tous les territoires palestiniens et syriens occupés en 1967. Avec tout cela, l'enthousiasme excessif des Israéliens dans leur aspiration d'atteindre la normalisation universelle, a renforcé les soupçons des pays arabes qu'il s'agit d'ambitions expansionnistes. Même à son format limité, l'avancement vers la normalisation entre Israël et la plupart des pays arabes s'est trouvé aussi limité au niveau temporel – trois ans incomplets. Ce processus a commencé juste après la signature de la Déclaration de principes israélo-palestinienne en septembre 1993, par la visite d'Itzhak Rabin au Maroc. L'abandon de ce processus a commencé en avril 1996, sur fond d'opération de l'armée israélienne au sud du Liban, et a été complété après le discours du premier-ministre Benyamin Netanyahou à Washington en juillet de la même année (le principal de son discours était la dénonciation du principe "la paix contre les territoires").

En 1994, Israël et la Jordanie ont signé un accord de paix, qui a été suivi par l'établissement de relations diplomatiques au niveau des ambassades; par l'établissement de relations avec le Maroc au niveau des bureaux de représentation; par la visite officielle du premier-ministre Itzhak Rabin à Oman; par la visite officielle du vice-ministre israélien des affaires étrangères à Oman; par la première visite officielle du membre du gouvernement israélien à Bahreïn; par les négociations à Londres des ministres des affaires étrangères d'Israël et de Qatar; et

par la déclaration du ministre iraquien des affaires étrangères sur l'intention d'arrêter l'état de guerre avec Israël.

En 1995, le premier-ministre Shimon Peres a rendu une visite officielle au Maroc et à Qatar; la déclaration d'intention a été signée concernant la vente de gaz de Qatar à Israël (elle ne s'est jamais réalisée); le directeur général de ministère des affaires étrangères d'Israël a visité la Tunisie, et cette dernière a ouvert ces portes pour les touristes israéliens; le frère du monarque saoudien, le prince Nawaf ben Fayçal a commencé les négociations avec les entrepreneurs israéliens sur plusieurs projets communs (ils n'ont jamais été réalisés); Saddam Hussein a initié l'établissement de contacts discrets avec le gouvernement israélien (Rabin a rejeté cette initiative); le ministre des affaires étrangères du Yémen a déclaré son intention d'inviter les personnalités du monde de la culture israélienne dans son pays (cette initiative ne s'est jamais réalisée).

En 1996, le premier-ministre Shimon Peres a rendu une visite officielle à Oman et au Qatar; l'Oman a ouvert son bureau de représentation à Tel-Aviv; le Qatar et Israël se sont mis d'accord sur l'ouverture réciproque de missions économiques; la Tunisie a accordé l'ouverture réciproque des bureaux de représentation (elle ne s'est pas réalisée); Israël et la Jordanie ont signé un accord commercial.

Dès la deuxième moitié de 1996 jusqu'à la deuxième moitié de 1999, les relations entre Israël et le monde arabe ont été quasiment bloquées. La nouvelle réactivation a duré moins d'un an, jusqu'en automne 2000. Cette réactivation était un résultat d'activité de paix du premier-ministre Ehud Barak, qui a fait un effort mal réussi de signer les accords de règlement définitif avec la Syrie et les Palestiniens. Pendant cette période, Barak a visité le Maroc, a rencontré le président d'Algérie et l'émir du Qatar; Israël et la Mauritanie ont établi des relations diplomatiques au niveau des ambassades; le ministre des affaires étrangères d'Israël a visité le Maroc. Mais l'activation du processus de normalisation s'est arrêtée après le début de la deuxième Intifada. Déjà en octobre 2000, le Maroc, le Qatar, l'Oman, et la Tunisie ont fermé leurs bureaux en Israël; l'Égypte et la Jordanie ont rappelé leurs ambassadeurs.

La phase suivante, et, pour le moment, la dernière, d'activation des liens entre Israël et le monde arabe était en 2001-2007. Son apogée était en 2004-2005, liée à la préparation et la réalisation du Plan de désengagement unilatéral de la Bande de Gaza. Ainsi, pendant les trois premières années du premier-ministre Ariel Sharon au pouvoir, il y avait une amélioration remarquable des relations israélo-égyptiennes, et plusieurs pays arabes ont eu des contacts avec le gouvernement israélien. Et cela malgré le fait que Sharon avait une réputation assez négative dans le monde arabe, et suivait une politique assez dure vis-à-vis des Palestiniens. En général, la troisième phase d'activation des liens entre Israël et le monde arabe différait de la première phase (1993-1996) par le fait que cette fois les contacts

étaient plutôt discrets, et non pas avec la plupart des pays arabes simultanément, mais avec quelques-uns, sans synchronisation.

En 2001, le directeur général du ministère des affaires étrangères d'Israël a visité la Mauritanie, et le ministre mauritanien des affaires étrangères a visité Israël; il y a eu aussi des contacts avec les fonctionnaires irakiens. En 2002, le ministre israélien des affaires étrangères Shimon Peres a visité la Mauritanie. En 2003, son successeur sur ce poste Silvan Shalom a rendu une visite officielle au Maroc; la délégation gouvernementale israélienne a pour la première fois visité Dubaï; les ministres des affaires étrangères d'Israël et de la Tunisie ont fait une rencontre à La Haye. En 2004, Israël et la Jordanie ont signé l'accord sur la zone de libre-échange; les ministres des affaires étrangères d'Israël et du Qatar ont négocié à Davos; une délégation de membres du Parlement israélien a eu un rendez-vous avec le fils de Mouammar Kadhafi en Europe, suivi par une série de rencontres entre l'envoyé spécial de Silvan Shalom et les délégués de la Lybie. En 2005, c'était la signature d'un accord sur la zone de libre-échange avec l'Égypte; le Bahreïn a renoncé au boycott économique arabe d'Israël; l'ambassadeur de Jordanie est revenu à Tel-Aviv; le président de Tunisie a envoyé une lettre personnelle à Ariel Sharon l'invitant à visiter son pays (la visite n'a pas eu lieu); les ministres des affaires étrangères d'Israël et du Qatar ont fait une rencontre à New-York; le vice-ministre israélien de l'éducation s'est rendu au Qatar. En 2006, il y a eu une série de rencontres entre les délégués israéliens et saoudiens; les ministres des affaires étrangères d'Israël et du Maroc ont négocié à New-York. En 2007, les leaders d'Israël et d'Égypte se sont rencontrés à Charm el-Cheikh; le directeur général du ministère israélien des affaires étrangères a visité le Maroc, et cette visite a été suivie par l'arrivée d'un envoyé permanent du roi du Maroc à Tel-Aviv.

Sur fond d'escalade de situation dans la Bande de Gaza, et notamment de l'opération de l'armée israélienne contre les groupes armés du Hamas, en 2008 – au début de 2009 tous les pays arabes ont arrêté l'activation de leurs contacts avec Israël. Les élites dirigeantes étaient obligées de renoncer à la suite de la normalisation avec Israël en raison de la croissance de la popularité du mouvement islamique. La fermeture de l'ambassade israélienne en Mauritanie en 2009 (suite à la demande des autorités locales), et l'adoption de la loi par le Parlement du Bahreïn sur la responsabilité pénale pour les contacts avec les Israéliens, sont l'indice évident de ce changement. L'accord final de la troisième phase d'activation a été la fermeture, en mars 2011, du bureau israélien de représentation au Qatar.

Le résultat du Printemps arabe a été l'arrivée au pouvoir de partis islamistes en Égypte et en Tunisie. Ce fait a mis en question la probabilité-même de normalisation avec Israël, même dans le cas de son renoncement à tous les territoires occupés. La raison se trouve dans l'idéologie du mouvement islamiste. Cette idéologie exclut la possibilité d'accepter le fait

qu'un territoire qui appartenait auparavant à l'Islam (Dar al-Islam) peut être occupé par les infidèles. Cela concerne notamment toutes les terres de Palestine, y compris les territoires où l'État d'Israël était établi en 1948. Les premiers signes de réalités altérées se sont montrés déjà en 2011-2012: la prise d'assaut de l'ambassade israélienne au Caire; les déclarations des représentants du nouveau pouvoir égyptien sur la nécessité de révision de l'accord de paix avec Israël; les débats vifs autour de l'article de Constitution tunisienne interdisant tous les contacts avec les Israéliens. En juillet 2012, la IXème conférence du parti islamiste, qui est au pouvoir en Tunisie, Ennahda, a adopté la résolution interdisant la normalisation de relations avec Israël.

En outre, la guerre civile prolongée en Syrie, et la haute probabilité d'arrivée au pouvoir des islamistes dans ce pays, remettent en question la possibilité potentielle de normalisation israélo-syrienne. Puisque, même dans la réalité qui existait avant le Printemps arabe, la Ligue arabe a conditionné la normalisation avec Israël par le règlement définitif de son conflit avec la Syrie.

L'effet de rupture avec les Arabes a été renforcé par la chute des relations stratégiques entre Israël et la Turquie. En 1992-2002, la Turquie était le partenaire majeur d'Israël dans le monde musulman. La coopération étroite entre les deux a récompensé l'impulsivité et l'incertitude sur la piste arabo-israélienne. Les relations avec la Turquie n'ont pas été influencées par les relations avec les Palestiniens, même durant la période de la deuxième Intifada. Mais la situation a cordialement changé après l'arrivée du parti islamiste au pouvoir en Turquie, en novembre 2002. Sans prétexte évident, ses dirigeants ont commencé à critiquer la politique d'Israël. L'arrêt du partenariat et de la confrontation avec Israël est devenu une partie de la nouvelle doctrine des relations internationales d'Ankara. Le but de cette doctrine était l'aboutissement d'un rôle dominant dans la région. Ainsi, depuis 2004, la rhétorique anti-israélienne a été exprimée par le premier-ministre turc Recep Tayyip Erdogan. L'opération de l'armée israélienne dans la Bande de Gaza (décembre 2008 – janvier 2009) lui ont donné pour prétexte l'aggravation des relations. L'abordage de la flottille "Free Gaza" en mai 2010 a provoqué la crise la plus profonde dans l'histoire des relations bilatérales, et a mené vers un conflit entre les deux États.

Ainsi, suite à l'islamisation croissante du Moyen-Orient, l'idée de normalisation a totalement échoué. En effet, depuis les années 2008-2009, Israël se trouve dans une isolation régionale. Cela a obligé ses dirigeants à chercher des routes alternatives pour générer des relations avec le monde musulman.

L'alternative turcophone d'Israël

En 1979, à la suite de la Révolution islamique en Iran, Israël a perdu son partenaire majeur dans le monde musulman de l'époque. Les espoirs que sa place soit occupée par l'Égypte se sont brisés. Les relations bilatérales avec l'Égypte sont caractérisées seulement par l'arrêt des belligérences, non pas par une pleine coopération. L'orientation du gouvernement israélien vers une normalisation totale avec le monde arabe, prise en 1993-1994, a subi un échec total vers 2008-2009. La Turquie, qui, en 1992-2002 était le partenaire clé d'Israël dans le monde musulman, est devenue depuis la dernière décennie un de ses adversaires majeurs dans la région.

Malgré tout, le développement des relations avec le monde musulman occupe toujours une place particulière dans l'échelle des priorités de la diplomatie israélienne. Toutefois, en 2008-2009 ses capacités dans ce domaine se sont réduites au minimum. Si on exclut l'Iran, la Turquie, et les pays arabes, il reste seulement quatre régions à la périphérie du monde musulman (les peuples musulmans de la Russie et de la Chine n'y sont pas compris car ils n'ont pas leur propre entité étatique). Il s'agit de l'Afrique de l'Est, où il y a une majorité musulmane absolue dans quatre pays – Soudan, Somalie, Djibouti, les Comores; l'Asie du Sud-est, où l'Islam occupe une place spéciale dans trois pays – Indonésie, Malaisie, Brunei; Afghanistan et Pakistan; et six républiques musulmanes d'ex-URSS – Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan.

Ceci étant, Israël n'a pas eu trop de choix. Les pays pauvres d'Afrique de l'Est sont très hostiles envers Israël. D'autant plus qu'il y a la présence des éléments de l'Islam radical, et l'influence iranienne. À leur tour, l'Indonésie et la Malaisie traditionnellement évitent les contacts officiels avec Israël, et, au gré de leur éloignement du Moyen-Orient, ne mènent pas de politique active dans cette région. Quant au Pakistan, depuis le début du processus d'Oslo, ses dirigeants ont à plusieurs reprises déclaré qu'ils sont prêts à négocier l'établissement de relations diplomatiques avec Israël, seulement après la solution du conflit arabo-israélien. Il est inutile d'envisager l'Afghanistan dans ce contexte, ne fût-ce que parce que, depuis la fin des années 1970, il n'y a de pouvoir central stable. Il ne reste donc que des républiques musulmanes d'ex-URSS.

Cette région, et notamment l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, occupe une position de plus en plus importante dans le monde musulman. Les facteurs y contribuant sont la situation géographique, les richesses naturelles, les indicateurs démographiques, et l'activité internationale d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan. Le Tadjikistan, république postsoviétique la plus pauvre, avec la population de Tadjiks (un de peuples du groupe iranien) parlant la langue perse, et ayant des liens étroits avec Iran, se distingue du bloc général des pays turcophones dans cette région. Ainsi, en raison de caractéristiques ethniques et politiques, y

compris dans le contexte de relations avec Israël, il est plus logique et approprié de parler ici non pas de toute l'Asie Centrale postsoviétique, mais particulièrement de jeunes Etats turcophones.

La totalité de leur population dépasse 65 millions. Les peuples turcophones musulmans en font la grande majorité. En cela, le Kazakhstan est le plus vaste pays du monde musulman en général, et un des dix pays musulmans les plus avancés. Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie, il fait aussi partie des dix leaders mondiaux de l'extraction de pétrole. À leur tour, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, et l'Azerbaïdjan font partie des vingt de leaders mondiaux de l'extraction de gaz. Le Kazakhstan est le deuxième pays du monde au niveau des gisements d'uranium. L'Ouzbékistan est le quatrième pays du monde au niveau de réserves d'or.

Bénéficiant de leurs richesses naturelles et de la position stratégique au milieu de l'Eurasie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, et dans une certaine mesure le Turkménistan, renforcent leur activité internationale. En effet, ils développent très vivement leurs liens avec le monde arabe, en s'intégrant dans les institutions musulmanes internationales.

Au niveau de l'activité diplomatique, le Kazakhstan est le leader parmi les républiques turcophones. Son orientation diplomatique est vers l'acquisition du statut de trait d'union entre l'Occident et l'Orient, entre l'Europe, dont il fait géographiquement partie, et la civilisation musulmane. Une série des initiatives globales du Kazakhstan visent à atteindre ce but, notamment la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (Israël est membre de cette organisation, ainsi que 14 pays musulmans, y compris l'Iran, la Turquie, et l'Egypte), et le Congrès mondial des religions (des représentants d'Israël, d'Arabie Saoudite et d'Iran participent à son activité).

En 2010, le Kazakhstan était le président de l'OSCE. Depuis juin 2011 et jusqu'en novembre 2012, il préside l'Organisation de la coopération islamique (OCI), associant 57 pays musulmans, y compris presque tous les pays arabes. "La présidence consécutive dans deux organisations internationales majeures – OSCE et OCI – nous a donné la possibilité unique de faire notre contribution dans le développement de liens intercivilisationnels et d'être un pont entre l'Ouest et le monde musulman", a noté, en août 2012, le ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, Erjan Kazykhanov (Казakhstanская правда – Kazakhstanskaya pravda, 15.08.12). À son tour, l'Azerbaïdjan a adressé une requête pour la tenue à Baku du quatrième sommet d'OIC, et en 2012, il est devenu membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Tout cela a, sans doute, renforcé le statut international des républiques turcophones, et leur poids dans le monde musulman. D'autant plus que, depuis la deuxième moitié des années 2000, elles intensifient de façon vive leurs liens avec les pays arabes, notamment avec les monarchies du golfe Persique et la Jordanie. Dans ce contexte, il faut particulièrement souligner le rôle du Kazakhstan. Pendant la dernière décennie, le président

Noursoultan Nazarbaev a 16 fois visité les pays arabes, y compris huit fois les Emirats arabes unis, deux fois l'Égypte, et deux fois la Jordanie. En 2000-2008, le volume du commerce entre le Kazakhstan et le monde musulman en général a accru de 1,1 à 10,5 milliards de dollars.

En même temps, depuis l'acquisition de l'indépendance, les pays turcophones ont eu toutes les prémices pour développer leurs relations avec Israël. L'histoire multiséculaire de coexistence des Juifs et des peuples turcophones y a contribué. Il y a des preuves historiques que les Juifs ont habité le territoire moderne du Turkménistan, Kazakhstan, et de l'Azerbaïdjan depuis les IV-VI siècles après J.C. Ceci peut être illustré par le fait que ce sont les peuples turcophones qui ont établi le seul État hors de la patrie historique du peuple juif, où le judaïsme était la religion des élites dirigeantes (Khaganate Khazar). Durant la Deuxième guerre mondiale, les républiques turcophones d'Asie Centrale étaient la dernière région d'URSS où il y avait le maquis sioniste de quelques milliers d'hommes. Après la guerre, les Juifs ont joué un rôle très actif dans le système d'administration, et dans la sphère scientifique et culturelle de ces républiques. Les ressortissants de ces pays sont actuellement leur trait d'union avec Israël. Selon les données de l'Agence juive pour Israël, de 1989-2009, près de 150 milles personnes ont immigré en Israël d'Azerbaïdjan, d'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Turkménistan, et du Kirghizstan. Trois ressortissants d'Ouzbékistan sont actuellement membres du Parlement israélien.

L'affrontement entre les Juifs et les Musulmans autour des Lieux saints, ainsi que le conflit arabo-israélien, n'ont eu aucune influence sur la formation de l'identité nationale et étatique des peuples turcophones, ce qui a eu aussi une grande importance pour l'établissement des leurs liens avec Israël. Le début des confrontations entre les Juifs et les Arabes a eu lieu à la fin des années 1920 – 1930, quand l'Asie Centrale était déjà isolée du reste du monde musulman par le pouvoir soviétique. Les élites dirigeantes actuelles de la région se sont formées à l'époque du régime communiste, et restent toujours éloignées de l'islam. Elles sont très averties vis-à-vis des toutes les influences idéologiques venant du Moyen-Orient. Les leaders des républiques turcophones n'ont jamais été hostiles vis-à-vis d'Israël. Durant les premières années de l'indépendance, ils ont particulièrement favorisé le développement de relations bilatérales, comptant sur les investissements israéliens, l'expérience dans les domaines d'agriculture et de médecine, ainsi que sur le soutien du lobby juif des Etats-Unis. Ceci peut être illustré par le fait que les présidents de tous les États turcophones d'Asie Centrale ont visité Israël durant la première décennie de leur indépendance. Le président du Kazakhstan a effectué deux visites en Israël (pour faire la comparaison – durant 30 ans de son pouvoir, le président d'Égypte Hosni Moubarak n'a jamais été en Israël).

À leur tour, les Israéliens, dans la première moitié des années 1990, n'ont pas accordé trop d'importance à cette région. Les priorités majeures de la diplomatie israélienne à cette

époque étaient exclusivement le dialogue stratégique avec les Etats-Unis, le processus de paix avec les Palestiniens, ainsi que la normalisation des relations avec les pays arabes. C'est bien symbolique, que le président Chaïm Herzog et le premier-ministre Itzhak Rabin n'ont pas trouvé le temps pour effectuer des visites officielles dans les républiques turcophones. Ils ont juste fait un détour de quelques heures pour visiter les capitales de deux États majeurs d'Asie Centrale (Herzog – en 1993 à Alma-Ati, et Rabin – en 1994 à Tachkent), en revenant de leurs visites en Asie de l'Est.

Néanmoins, les relations ont été développées, même si ce processus était relativement inerte. Le partenaire clé d'Israël dans cette région durant les années 1990 était l'Ouzbékistan, suivi du Kazakhstan, et de l'Azerbaïdjan. Six membres du gouvernement israélien ont effectué des visites officielles dans les républiques turcophones à cette époque, y compris la visite en Azerbaïdjan du premier-ministre Benyamin Netanyahu. Ensuite, l'établissement israélien a longtemps perdu son intérêt pour cette région. Les relations se trouvaient en état de stagnation: durant la période de 2000-2008, aucun ministre israélien n'est venu en Azerbaïdjan, et seulement deux membres du gouvernement ont visité l'Asie Centrale (un d'entre eux y était non pas dans le cadre d'une visite officielle, mais comme participant d'une conférence internationale – le ministre des affaires étrangères Shimon Peres, en 2002). Depuis 2008, suite à l'isolation régionale d'Israël, les efforts diplomatiques israéliens dans les républiques turcophones ont reçu un nouveau souffle.

Les premiers signes d'activation israélienne vis-à-vis de cette région sont apparus en mai-juin 2008. Notamment, le vice-ministre israélien des affaires étrangères Magali Wahabe s'est rendu en Ouzbékistan et au Kirghizstan. C'était le premier haut fonctionnaire israélien à visiter la région après une pause de six ans. Dans la deuxième moitié de 2008, le département spécial, responsable des relations avec les États d'Asie centrale et du Caucase du Sud, a été établi au sein du ministère des affaires étrangères d'Israël. En novembre et décembre 2008, les préparations d'une tournée régionale du président Shimon Peres ont été lancées.

2009 a vu une activation très intensive de contacts entre Israël et les États turcophones. Cette tendance peut être expliquée par trois facteurs. D'abord, comme on a remarqué, il était déjà clair que les efforts de normalisation avec le monde arabe ont échoué, et que les relations israélo-turques sont en état de crise profonde. Ensuite, en mars 2009, Avigdor Liberman est nommé ministre des affaires étrangères d'Israël, et il est connu pour son soutien d'activation des liens avec les États postsoviétiques en général, et avec les républiques turcophones en particulier. Quelques jours avant sa nomination, lors d'une réception organisée par l'ambassade d'Ouzbékistan à Tel-Aviv, Liberman a déclaré: "L'Asie centrale doit être un axe prioritaire de la politique étrangère d'Israël. Pour nous cette région est la plus importante", (IzRus, 23.03.09). Sur ce poste, Liberman a déclaré la nouvelle

doctrine multivectorielle de la politique étrangère. Son objectif est la nécessité de développer des relations avec les pays, dont Israël n'a pas prêté attention pendant des années, étant concentré sur le processus de négociations avec les Palestiniens, et sur la normalisation avec le monde arabe. En intensifiant l'activité vers la réanimation des liens avec les pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Balkans, d'Europe de l'Est, Liberman a fait aussi des efforts pour renforcer les relations avec les États turcophones. "Il développe les relations avec tous les pays qui sont amicaux vis-à-vis d'Israël, y compris les républiques du Caucase du Sud et de l'Asie centrale. Il s'agit d'une nouvelle stratégie, un nouveau concept de Liberman, et du ministère des affaires étrangères en général. Le président Shimon Peres donne sa pleine assistance à la réalisation de ce concept. Jusqu'à maintenant, Israël s'occupait uniquement du problème palestinien, négligeant et perdant les liens avec beaucoup d'acteurs importants de la politique internationale", a remarqué, en octobre 2009, le vice-ministre israélien des affaires étrangères, Danny Ayalon (IzRus, 02.10.09).

Le troisième facteur d'activation de contacts entre Israël et les États turcophones a été la formation d'un tandem Liberman-Peres. Depuis les années 1990, ces deux hommes politiques étaient les seuls hauts fonctionnaires israéliens à soutenir de manière active et consistante la coopération étroite avec les États turcophones. En 2009, ils ont enfin joint leurs efforts sur cette piste. "Nous parlons chaque jour, discutons sur chaque pas, chaque action commune. Peres est très précis sur tous les détails, toutes les particularités, il pose des questions, il s'intéresse à mon avis, et me consulte sur les pas qui peuvent être faits", Liberman a raconté aux journalistes en août 2009.

Initialement Peres a favorisé le développement des liens étroits avec le Kazakhstan. En 1995, il était le premier ministre des affaires étrangères d'Israël à s'y rendre en visite. "Shimon Peres, un homme politique de grande expérience, a montré un grand intérêt pour la communication avec notre président. Les négociations ont été menées pas seulement dans un entourage officiel. La base pour une coopération durable a été effectivement mise en place", remarquait le ministre des affaires étrangères du Kazakhstan à l'époque, Kassym-Jomart Tokayev (Токаев - Tokayev, 1997, 583). Peres et Nazarbaev ont établi un lien personnel et confidentiel. Vers la fin de 1995, le leader du Kazakhstan, invité par Peres, a pour la première fois visité Israël. Après sa nomination en 2007, Peres a pris sous son égide la réalisation de plusieurs projets communs dans le domaine des hautes technologies, de l'agriculture, de la médecine et des infrastructures.

À son tour, Liberman a initialement été plus favorable à l'établissement d'un partenariat stratégique avec l'Ouzbékistan. Lors de son travail comme directeur général du ministère de premier ministre, il a initié la première rencontre (à Lisbonne) entre le premier-ministre israélien Benyamin Netanyahou et le président d'Ouzbékistan Islam Karimov. En 1998, Liberman a publiquement accentué l'importance du développement des liens avec ce pays,

et son rôle dans la lutte contre le terrorisme international et l'extrémisme religieux. Étant pour la première fois membre du Parlement, en 2001, Liberman s'est rendu en visite officielle à Tachkent. Dans son livre de programme, *Ma vérité*, paru en 2004, dans le chapitre consacré à la politique étrangère, Liberman accentue l'importance du développement des relations avec l'Asie centrale, et notamment avec l'Ouzbékistan. Lors des émeutes antigouvernementales à l'Est de ce pays, en 2005, Liberman était le seul homme politique en Israël à déclarer son soutien pour le président Karimov. Veille de sa nomination au poste de ministre des affaires étrangères, Liberman a dit lors d'une conférence de presse: "La clé de l'Asie centrale – c'est, sans aucune doute, l'Ouzbékistan. ... Nous avons l'intention d'élever les relations au niveau assez haut, beaucoup plus haut que le niveau actuel", (IzRus, 23.03.09).

Cette intention du nouveau ministre des affaires étrangères a été généralement soutenue par le président Peres. Cependant, à la période de décembre 2008 jusqu'à avril 2010 Tachkent a de manière démonstrative ignoré leurs quatre initiatives visant l'activation des relations (une initiative de Peres, et trois initiatives de Liberman). Notamment, les autorités ouzbèkes ont refusé de recevoir le président israélien lors de sa première tournée dans les États turcophones. De ce fait, les accents de la politique israélienne dans la région ont été disloqués vers l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Baku a remplacé Tachkent dans les priorités de la diplomatie israélienne de cet axe.

Ainsi, en fin juin – début juillet 2009, pour la première fois dans l'histoire, il y a eu les visites officielles du président d'Israël en Azerbaïdjan et au Kazakhstan. Liberman a visité le Kazakhstan en octobre 2009 et en juillet 2010, l'Azerbaïdjan en février 2010 et en avril 2012. Aucun de ses prédécesseurs n'avait visité Baku auparavant, ou n'avait été deux fois au Kazakhstan. En même temps, il y a eu une série de visites des autres ministres israéliens dans ces pays, et un échange des délégations économiques, scientifiques, et municipales (en 2009, quatre ministres israéliens ont visité le Kazakhstan).

Sur fond d'activation des liens interétatiques, et malgré la crise financière mondiale, il y a eu une intensification rigoureuse de coopération économique entre Israël et l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Si en 2007 le volume des échanges entre Israël et l'Azerbaïdjan était près de 1,4 milliard de dollars, en 2011 il a atteint presque 4 milliards. À la même période, le volume des échanges entre Israël et le Kazakhstan a doublé d'un milliard de dollars à 2 milliards (pour une comparaison: en 2010, le volume du commerce entre Israël et tous les pays arabes en gros était moins de 2 milliards de dollars). La part du lion des imports d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan est celle du pétrole et de ses dérivés. Les données officielles n'ont pas été publiées, mais, selon les estimations des experts, durant ces dernières années presque 30 pourcent du pétrole consommé par le marché israélien sont d'origine Caspienne (Azerbaïdjan, Kazakhstan). Ainsi, ces deux États musulmans, à l'égal de

la Russie, jouent un des rôles principaux pour la sécurité énergétique d'Israël. En outre, à la même période l'Azerbaïdjan est devenu un client principal de l'industrie militaire d'Israël dans l'espace postsoviétique. Au début de 2012, la transaction la plus importante dans l'histoire des relations bilatérales a été conclue dans ce domaine (1,6 milliard de dollars).

En 2009 – 2012, il y a eu aussi un certain progrès dans les relations entre Israël et le Turkménistan. Ce fait est assez illustratif, car, sur le fond général d'activation de la diplomatie israélienne dans la région, les relations avec ce pays, depuis les années 1990, sont restées à un niveau très bas. En mai 2009, le ministère des affaires étrangères israélien a déclaré sa décision d'ouvrir une ambassade à Achgabat. Malgré le fait que cette décision n'a pas encore été réalisée (vu la crainte du Turkménistan de "provoquer" l'Iran et la Turquie), elle constitue une requête officielle d'Israël pour intensifier les liens avec ce pays de l'Asie centrale. En juillet 2010, pour la première fois en 15 ans, il y a eu une rencontre des ministres des affaires étrangères israélien et turkmène à Alma-Ati. En mars 2012, le consulat d'Israël est ouvert à Achgabat.

Ainsi, les années 2009-2012 s'inscrivent dans l'histoire de la diplomatie israélienne comme la période d'une activation sans précédent des relations entre Israël et les républiques turcophones. Pour la première fois Israël est devenu un acteur politique réel dans la région de la mer Caspienne, et cela est un élément important de sa stratégie dans l'espace postsoviétique, ainsi que dans la confrontation avec l'Iran. Le rôle clé dans ce processus a été joué par le tandem Liberman – Peres. Les axes principaux d'activation régionale sont l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Pour le moment ils sont les seuls partenaires stratégiques d'Israël dans le monde musulman. La coopération étroite avec eux a remplacé l'union brisée avec la Turquie, et, dans une certaine mesure, compense l'échec de normalisation avec les pays arabes.

La première expérience de "médiation turcophone"

Les principaux États turcophones ont réussi simultanément à développer leurs relations avec Israël et le monde arabe. L'exemple du Kazakhstan est le plus remarquable. Il montre que, si chaque activation de liens avec Israël de la part de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan mène à un mécontentement tacite de la Turquie et aux protestations ouvertes de l'Iran, à propos de la coopération entre le Kazakhstan et Israël les deux sont plutôt muets. De plus, le Kazakhstan, étant un des partenaires principaux d'Israël dans le monde musulman, ainsi que l'Azerbaïdjan, il soutient à l'ONU de manière cohérente l'aspiration des Palestiniens d'établir leur État. Ainsi, ayant des liens avec toutes les parties du conflit au Moyen-Orient, les républiques turcophones, et notamment le Kazakhstan, ont le potentiel de participer dans le règlement de ce conflit.

L'auteur de l'idée d'une "médiation turcophone" entre les Arabes et les Israéliens est un des pères-fondateurs de la diplomatie ouzbèke moderne, Abdulaziz Kamilov. Cet arabisant professionnel a commencé sa carrière durant les années 1970, dans le ministère des affaires étrangères de l'URSS. Il a servi au Liban et en Syrie. En 1994, étant le vice-ministre des affaires étrangères d'Ouzbékistan, Kamilov a proposé aux Israéliens ses services de médiation dans le dialogue avec Damas. Il croyait pouvoir atteindre un résultat, vu que beaucoup de ses anciennes connaissances depuis son service en Syrie ont avancé d'un échelon, et certains parmi eux étaient dans le proche entourage du président Assad. Le principe d'initiative de Kamilov était "le Liban en échange au Golan". D'après lui, Israël devait reconnaître les intérêts de la Syrie au Liban, et accepter officiellement la présence de forces syriennes dans ce pays. Assad, à son tour, devait reconnaître la souveraineté israélienne sur la plupart des territoires du Golan. Cette proposition a été délivrée à Jérusalem par le résident légal du Mossad dans la CEI à l'époque, Reuven Dinel. Cependant, le gouvernement de Rabin s'appuyait seulement sur la médiation américaine dans les négociations avec la Syrie, et l'initiative de Kamilov n'a pas été considérée.

Mais en vérité, c'était une tentative pour faire usage de l'héritage de la diplomatie soviétique. Durant les années 1990, le président Karimov, par crainte de toutes les influences externes, a renoncé à mener une politique étrangère active, réduisant sa diplomatie à un "marchandage" primitif autour des intérêts régionaux de la Russie, de la Chine, et de l'Ouest. Se débarrassant de cadres russes sur les hauts postes dans le ministère des affaires étrangères, l'Ouzbékistan a continué à exploiter l'héritage de la diplomatie soviétique (grâce à ses vieux cadres nationaux). Il n'y a pas de stratégie originale et moderne dans la diplomatie de Tachkent. Ainsi, il cède largement à Astana non seulement vis-à-vis de ses relations avec Israël, mais aussi vis-à-vis de ses relations avec les pays arabes, la Turquie, et l'Iran.

À son tour, le président Nazarbaev a réussi non seulement à proposer, mais aussi à réaliser une série des initiatives internationales originales, dont les participants étaient plusieurs pays arabes, la Turquie, l'Iran, et Israël. Une telle activité du Kazakhstan, comme on a déjà remarqué, vise à obtenir un statut de trait d'union entre l'Orient et l'Occident. Dans ce contexte, Astana essaye en fait de remplacer Ankara, qui a eu une telle fonction, d'après l'Ouest, avant l'arrivée des islamistes au pouvoir en 2002. Ainsi, "l'alternative turcophone" peut être tracée non seulement à la lumière des liens entre Israël et le monde musulman, mais aussi à l'échelle plus globale.

La première initiative internationale assez importante a été déclarée par Nazarbaev, déjà en 1992. Il a évoqué la nécessité d'établir une institution universelle du maintien de la sécurité sur le continent asiatique. En pratique, la diplomatie kazakhe a commencé la réalisation de

ce projet vers la fin des années 1990. Ainsi, la Conférence sur l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICBMA) sont nées. Israël et 14 pays musulmans participent à ce forum, y compris l'Égypte, la Jordanie, la Turquie, l'Iran et le Pakistan. Depuis le début des années 2000, le Kazakhstan a été occupé par la formation du dispositif administratif et des structures de CICBMA, avec la participation des États-membres. À cette étape, Astana a évité d'entraîner cette organisation au processus de normalisation au Moyen Orient, mais une telle possibilité n'a pas été exclue en perspective. "Il y a presque cinq ans, CICBMA a décidé de ne pas aborder directement cette problématique. Avant d'établir un mécanisme effectif, cela serait dénué de sens", a expliqué en juin 2002 le vice-ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, Kairat Abuseitov. Il a ajouté: "En tout cas, on va travailler dans cette direction. Je suppose que CICBMA est un mécanisme supplémentaire important, qui pourra servir, en cas de nécessité, les parties du conflit, y compris au Moyen Orient", (Новости недели – Novosti Nedeli, 06.06.02).

"C'est une bonne possibilité de comprendre la substance des conflits, d'instaurer un dialogue, d'essayer de surpasser l'hostilité et de faire certains pas vers l'instauration d'une confiance réciproque", a remarqué, en juin 2006, le vice-premier-ministre de l'époque, Shimon Peres, lors d'une conférence de presse sur sa participation au sommet de CICBMA. Au même propos, le représentant du ministère des affaires étrangères israélien, Amnon Efrat, responsable des contacts avec le secrétariat du CICBMA, a remarqué en octobre 2008, que grâce à son adhésion dans cette organisation, les Israéliens ont reçu "encore un accès vers les Iraniens et les Arabes", (IzRus, 19.01.10). Son collègue Eddie Shapira a expliqué: "L'adhésion à CICBMA permet à Israël d'avoir des contacts avec ceux qui n'ont pas de relations officielles avec nous. En pratique, c'est la seule institution, le seul forum stratégique, où les Israéliens sont assis à la même table que les Iraniens et les Arabes", (IzRus, 19.01.10).

Concernant les perspectives de participation du CICBMA dans la résolution des conflits au Moyen-Orient, Nazarbaev a remarqué lors du troisième sommet de cette organisation en juin 2010: "La réalisation efficace des outils mis en place par CICBMA, y compris les mesures de confiance, permettra de réduire la probabilité des incidents comme celui qui a eu lieu la semaine dernière près de la côte Est de la Méditerranée" (*l'abordage de "Free Gaza", qui a mené à une escalade sans précédent entre Israël et la Turquie*). "Je convie toutes les parties du conflit à un dialogue constructif, sans lequel il est très difficile de parler de la sécurité et de la stabilité dans la région", a ajouté le président du Kazakhstan.

Les principes de dialogue ont été à la base d'une autre initiative globale de Nazarbaev, soutenue par Israël et les pays musulmans, y compris l'Iran. En septembre 2003, Astana a accueilli le premier Congrès mondial des religions. Depuis cette date ce forum s'est rassemblé à Astana trois fois de plus (le quatrième Congrès a eu lieu en mai 2012). À l'égal

du Grand rabbin ashkénaze d'Israël, Yona Metzger, et du Grand rabbin séfaraïte d'Israël, Shlomo Ammar, ses participants étaient aussi d'éminents cléricaux musulmans, y compris le mufti de l'université al-Azhar au Caire, Mohammed Sayyed Tantaoui.

Lors de la préparation du premier Congrès en juin 2003, Metzger a remarqué que "Nazarbaev fait des pas pratiques tout en cherchant une compréhension mutuelle et concorde, qui permettrait de mettre un terme aux guerres et au règlement des conflits dans le continent asiatique en général, et au Moyen-Orient en particulier". Il a accentué le fait que "les initiatives du président Kazakh ont pour but de chercher des chemins vers la paix et la concorde entre les adhérents du judaïsme et de l'islam", (Новости недели – Novosti Nedeli, 18.06.2003).

En septembre 2003, lors de la première session de ce forum, Metzger a eu des entretiens privés avec le ministre de la justice de l'Arabie Saoudite, Abdullah ibn Muhammad al ash Sheikh, et avec le chef de la délégation iranienne, Mehdi Khadaoui Mukhadam (le frère du Guide suprême de la Révolution islamique Ali Khamenei). "Le canal de liaison dans le cadre du dialogue interreligieux convient tout à fait aux Iraniens, et ils sont prêts à continuer les contacts dans ce format", dit Metzger à cette époque (Новости недели - Novosti Nedeli, 25.09.03). Il a ajouté que le lien entre Israël et l'Iran dans le domaine cléricale soit effectué par la médiation de Nazarbaev. "Nous partageons l'aspiration du président du Kazakhstan, à travers le dialogue des religions mondiales, de favoriser la résolution des conflits internationaux. Il s'agit de tous les conflits, soit en Asie du Sud, aux Balkans, ou au Moyen-Orient", a remarqué le chef de la délégation pakistanaise, Mahmoud Ahmad Ghazi (Новости недели - Novosti Nedeli, 25.09.03).

Nazarbaev a déclaré à l'issue du premier Congrès: "L'unicité de ce congrès est dans le fait qu'il a permis la rencontre des cléricaux d'Israël, d'Iran, et des autres pays islamiques. Si le dialogue des leaders religieux a une influence sur les peuples de ces pays, le Moyen-Orient va finalement avoir une chance de trouver une quelconque compréhension réciproque et acceptable par tous. Pour cette raison je suis sûr que notre initiative vise l'acquisition de la paix dans cette région", (Новости недели - Novosti Nedeli, 25.09.03).

Lors des rencontres suivantes de ce forum, le thème du Moyen-Orient est resté un des thèmes centraux. En juillet 2009, lors du troisième Congrès, le président Shimon Peres a convié le roi d'Arabie Saoudite à le rencontrer en tête-à-tête pour discuter de l'initiative Arabe de paix.

Sur ce fond, on voit que, quatre mois plus tard, fin octobre 2009, Baku a déclaré sa volonté de prêter son concours à la résolution du conflit arabo-israélien. Les hauts représentants de ce pays n'ont pas fait de pareilles déclarations auparavant. "La médiation d'Azerbaïdjan aura pu compléter quelques efforts, mais elle n'a pas pu apparemment les remplacer", a

remarqué, en novembre 2009, Nathan J. Brown, le professeur des sciences politiques et relations internationales de l'université Georges Washington, (Day.az, 17.11.09).

Contrairement à Astana, Baku n'a jamais pris d'action pratique pour promouvoir le dialogue entre les Israéliens et les Arabes (le judaïsme et l'islam). Pour l'instant, cette idée est assez abstraite. Cependant, à en juger d'après les assertions de plus en plus fréquentes des experts, diplomates et hommes politiques, durant ces dernières années cette idée est devenue le sujet de discussion entre les représentants d'Azerbaïdjan et les participants du conflit au Moyen-Orient. Il est évident que, au moins sur le long terme, ils n'excluent pas la possibilité d'une médiation de l'Azerbaïdjan.

En juin 2011, l'ambassadeur palestinien à Baku a déclaré que, "vu ses liens étroits avec Israël", l'Azerbaïdjan peut devenir un médiateur dans le conflit palestino-israélien. En janvier 2012, une même idée a été évoquée par l'ambassadeur d'Israël, Michael Lotem. Il a suggéré, lors d'une conférence de presse, que, étant un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Azerbaïdjan est capable de contribuer à l'amélioration des relations palestino-israéliennes, et de favoriser le règlement du conflit au Moyen-Orient. En avril 2012 c'était déjà le ministre des affaires étrangères israélien, Liberman, qui a fait une déclaration à ce sujet. Lors d'une conférence de presse à Baku, il a dit: "Nous avons voulu voir l'Azerbaïdjan comme un acteur plus actif sur cet axe – Israël, les Palestiniens, le monde arabe – parce que l'Azerbaïdjan a des liens bons et étroits avec la plupart des pays du Moyen-Orient, y compris Israël". À propos, il n'y a pas très longtemps, les dirigeants d'Israël et de l'Autorité palestinienne ont en fait exclu toute médiation sauf la médiation américaine.

En général, les tentatives primaires du Kazakhstan de favoriser le dialogue entre les Israéliens et les Arabes, ainsi que les propos sur la possibilité d'une médiation de l'Azerbaïdjan, ont été le résultat de cinq facteurs:

- l'inefficacité absolue des efforts médiateurs des Etats-Unis en 1999-2008
- la rupture entre Israël et la Turquie, et, par conséquence, l'exclusion de la médiation turque entre les Israéliens et les Arabes (la dernière tentative médiatrice a été faite par Ankara en 2008)
- la croissance de l'autorité internationale des principaux États turcophones, notamment du Kazakhstan, notamment en 2011-2012
- l'intégration croissante du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan dans les institutions musulmanes internationales, et l'activation de leurs liens avec le monde arabe en 2004-2012
- l'établissement d'un partenariat stratégique entre l'Azerbaïdjan / le Kazakhstan et Israël en 2009-2012

La somme de tous ces facteurs augmente le potentiel d'une "médiation turcophone" dans le contexte du conflit au Moyen-Orient. Ceci a bien été bien expliqué en avril 2009 par la

secrétaire générale du deuxième parti de la coalition israélienne, partisane politique d'Avigdor Liberman, membre du Parlement Faina Kirshenbaum: "Les républiques d'Asie Centrale sont non seulement une partie de l'espace postsoviétique, mais elles sont aussi une partie du monde musulman. Durant les dernières années elles participent de manière de plus en plus active dans l'activité des institutions musulmanes internationales et attirent une attention croissante de la part des pays du Moyen-Orient. En cela, les dirigeants d'Asie Centrale, où l'attitude vis-à-vis des Juifs était toujours positive, sont les initiateurs d'un dialogue entre les différentes confessions, ainsi qu'entre les parties des différents conflits en Eurasie, y compris le Moyen-Orient. Cela se voit notamment dans les initiatives du président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaev. Ainsi, les pays d'Asie Centrale, notamment le Kazakhstan, servent d'exemple de cohabitation et de dialogue pacifique entre les Musulmans et Israël. Pour nous ils sont un portail unique vers ce monde, permettant d'approfondir nos liens avec lui", (Kreml.org, 27.04.09).

Alternative euro-turcophone du règlement arabo-israélien

Comme on a montré ci-dessus, les efforts d'un règlement politique du conflit arabo-israélien, faits par les Etats-Unis depuis la deuxième moitié des années 1950 jusqu'à 2008, n'ont donné aucun résultat réel. Les initiatives de paix promues par l'Union Européen en 2006-2011 ont aussi échoué pour plusieurs raisons. D'abord, à cause d'une opposition de la part des Etats-Unis. Ensuite, par le fait que l'UE ne possède pas d'instruments efficaces pour influencer les parties du conflit qui auraient pu permettre de jouer un rôle autonome dans le processus du règlement. La troisième raison est le fait que toutes les initiatives de paix de l'UE, ainsi que sa position dans le cadre du Quartet, en pratique ont doublé le modèle américain qui s'est avéré ne pas avoir de perspective.

Les tentatives de remplacer les Etats-Unis dans leur rôle de monopoliste du processus de paix au Moyen-Orient sont insensées et sont vouées à l'échec. D'abord, les Etats-Unis ne l'accorderont jamais, car leur position dominante dans le règlement arabo-israélien sert d'instrument très important qui garantit leur présence illimitée au Moyen-Orient. Ensuite, sans une intention sincère des parties du conflit de trouver une solution (comme au début du processus d'Oslo), il est impossible d'imposer la terminaison de conflit. Toutes les tentatives d'imposer l'apaisement "définitif" provoquent une escalade du conflit (exemple : la deuxième intifada). Cela donne encore une preuve, que dans les conditions modernes, sur fond d'islamisation croissante du Moyen-Orient et l'accès des islamistes au pouvoir dans plusieurs pays de la région, l'axe d'un règlement politique est irréaliste.

Les dirigeants du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan comprennent cette situation, et, en développant activement leurs liens avec les Arabes et les Israéliens, ils évitent un

engagement direct dans le processus du règlement politique. Pour autant, le président Nazarbaev fait des efforts pour trouver des modèles alternatifs d'apaisement des parties du conflit. D'ici leur engagement dans un dialogue interreligieux, sous l'égide d'Astana. Néanmoins, de la même façon que les pays de l'UE, dans un avenir prévisible le Kazakhstan ne sera pas capable tout seul d'obtenir un progrès réel sur cette piste.

Les Etats de l'Union Européen et les républiques turcophones possèdent un assemblage différent des instruments internationaux, qui, par interconnexion, et en tenant compte des réalités dans la zone du conflit, est capable d'avoir une influence constructive sur les relations entre les parties en conflit. Mais pour ce faire, comme on a remarqué, il est insensé d'essayer de remplacer les Etats-Unis comme intermédiaire exclusif dans le processus de règlement politique. Washington a solidement occupé cette niche, et ne la passera aux autres, étant lui-même incapable d'obtenir un résultat (depuis la deuxième moitié des années 1950, la diplomatie américaine n'a pas réussi à réconcilier les Israéliens et les Arabes.

En revanche, en joignant leurs efforts, l'UE et les républiques turcophones peuvent sensiblement dépassionner la confrontation et créer les conditions pour une existence pacifique des Israéliens et des Arabes. Toutes les prémices pour une telle interaction, qui va s'appuyer sur le Kazakhstan, sont déjà en place:

- L'UE et le Kazakhstan possèdent une riche expérience de coopération bilatérale: le Kazakhstan est le principal partenaire commercial de l'UE en Asie Centrale (49,7 pourcent du volume du commerce extérieur du Kazakhstan, en 2011); parmi les pays de l'OPEP, le Kazakhstan est le troisième plus grand fournisseur d'énergie de l'Europe; les deux interagissent de manière étroite dans le cadre du Conseil de coopération UE-Kazakhstan, de la stratégie pour un nouveau partenariat entre l'Union européenne et l'Asie Centrale, d'OSCE.
- Vu leur position géographique, l'UE et Kazakhstan sont des voisins du Moyen-Orient. Les processus qui ont lieu au Moyen-Orient influencent la situation dans le domaine de sécurité de l'UE et de l'Asie Centrale. Pour cette raison, les intérêts stratégiques de l'UE et du Kazakhstan, quant à une stabilisation au Moyen-Orient, coïncident totalement.
- L'UE et le Kazakhstan ont des liens étroits avec les pays arabes et Israël. Chacun d'entre eux possède ses propres mécanismes d'interaction avec les États du Moyen-Orient.

Tous ces facteurs créent des conditions favorables pour une interaction dans le cadre de la problématique arabo-israélienne. Mais pour que cette coopération donne un résultat, il faut dépasser les limites du modèle obsolète de règlement politique. Comme on a démontré, ce modèle se base sur des principes nés à l'époque de la guerre froide et du monde unipolaire du début des années 1990, et ne correspond plus aux réalités modernes. Pour cette raison, un modèle alternatif de médiation doit tenir compte des faits suivants:

- Le fondamentalisme islamique politique prend de l'essor au Moyen-Orient (de ne pas confondre avec la mouvance djihadiste). Ses adhérents sont déjà au pouvoir en Turquie, en Egypte, en Tunisie et dans la Bande de Gaza. Il y a une probabilité qu'à l'issue de la guerre civile en Syrie, ils accéderont au pouvoir.
- Les leaders du fondamentalisme islamique politique, vu leur idéologie, dans la plupart des cas ne sont pas prêts de reconnaître l'État d'Israël (exemples: la Bande de Gaza, la Tunisie), ou, du moins, ne seront pas prêts d'accepter la normalisation avec Israël.
- Accédant au pouvoir, les islamistes sont contraints de résoudre les problèmes socio-économiques nombreux et épineux de leur vaste population. D'autant plus que la situation s'est aggravée par la déstabilisation résultant du printemps arabe, et par la crise économique mondiale.

En tenant compte de ces facteurs, il est possible d'élaborer un tel modèle de médiation, qui va créer les conditions pour une coexistence pacifique des Israéliens et des Palestiniens (y compris dans la Bande de Gaza), les Egyptiens, et, en perspective, les Syriens, sans leur reconnaissance de l'État d'Israël *de jure*. Ce faisant, la résolution des questions politiques restera une prérogative de la mission américaine de paix et de celle du Quartet. Le but du modèle alternatif consiste en la formation d'une situation, où ni les masses, ni les régimes islamistes ne seront intéressés par une confrontation militaire avec Israël, car une telle confrontation ne leur sera pas profitable (en même temps, les Palestiniens pourront continuer à poursuivre leurs buts politiques par l'activité internationale, et par d'autres moyens non-violents).

La mise en place d'une telle situation est possible par formation d'une Commission euro-turcophone (CET) au Moyen-Orient. En s'accordant avec les Arabes et les Israéliens, cet organisme doit recevoir sous sa juridiction temporaire plusieurs lots de terrains près des frontières entre l'Égypte et Israël, entre la Bande de Gaza et Israël, ainsi qu'en Cisjordanie. Ces terrains seront destinés à la construction de zones de libre-échange, sous l'administration absolue de CET.

Les producteurs et les entrepreneurs des deux côtés de la frontière vont avoir le droit de commercer dans ces zones sans taxes douanières (les taxes peuvent être mises en place pour certains produits, mais elles doivent en tout cas être plus basses que dans les pays concernés). La CET devra conclure des accords avec les autorités de toutes les parties sur une entrée en franchise des marchandises dans la zone de libre-échange.

La réception des marchandises et leur vente doivent être effectuées sous l'égide de la CET, de telle façon que, formellement, les Palestiniens n'aient pas à commercer avec "les sionistes", et les Israéliens avec "les terroristes". Les taxes sur certains produits (notamment, les produits les plus chers) peuvent être utilisées pour couvrir les dépenses de la CET. Le reste des dépenses sera couvert par l'Union Européenne. À l'exception de la gestion du

processus de commerce, la CET sera responsable de la sécurité dans la zone de libre-échange et du contrôle des marchandises.

La création de telles zones de libre-échange favorisera le ravivement économique et soutiendra les entrepreneurs de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, ainsi que les petites et moyennes entreprises israéliennes. Pour cette raison, les autorités palestiniennes et israéliennes doivent être intéressées de soutenir cette initiative.

En perspective, quand ces zones de libre-échange deviendront des grands marchés d'échange de marchandises, sous l'égide de la CET, il sera possible de les élargir par la création de zones industrielles. Celles-ci seront destinées aux co-entreprises de l'industrie légère, avec la participation du partenaire arabe / israélien et du partenaire d'un des pays de la CET. De telles entreprises seront orientées vers les marchés locaux (par exemple, en Israël ou dans la Bande de Gaza). La distribution des marchandises, aussi en franchise, se passera dans les zones-mêmes de libre-échange.

La sélection des investisseurs parmi les pays de la CET se tiendra en créant une concurrence. La CET cherchera pour ses investisseurs les partenaires convenables du côté israélien ou du côté arabe. Les employés seront recrutés aussi bien d'un côté ou de l'autre.

La création d'un réseau des telles zones commerciales-industrielles sur les pourtours des frontières israéliennes, y engageant des milliers d'habitants locaux, donnera un souffle positif aux marchés locaux, et favorisera la résolution du problème de chômage. En particulier, cela permettra de faciliter la situation socio-économique dans la Bande de Gaza. En même temps, cela va créer des mécanismes viables de coexistence entre Israéliens et Arabes – les gens qui commercent profitablement pour tous ont beaucoup moins des raisons pour s'attaquer.

En outre, une réalisation massive de cette initiative va acquérir l'entrée sur les marchés du Moyen-Orient des entrepreneurs des pays de la CET. Ainsi, ces États pourront non seulement contribuer de manière réelle à détendre l'atmosphère dans la zone du conflit arabo-israélien, mais aussi soutenir leurs propres entrepreneurs dans les conditions d'une crise économique mondiale.

La réalisation de cette initiative dans le format de la CET permettra de lui donner un statut de projet européen-musulman, qui ne produira aucun antagonisme de la part d'Israël. Et ce dernier est inévitable si un tel projet est réalisé sous l'égide de l'ONU. Le format de la CET permettra à l'UE et au Kazakhstan (et peut être aussi à l'Azerbaïdjan) d'activer leurs propres liens dans le monde arabe, par exemple avec les EAU et la Jordanie. Cependant, l'engagement des Américains dans cette initiative va inévitablement créer un antagonisme avec des pays arabes, vu l'impopularité extrême des Etats-Unis dans le monde musulman.

À long terme, la réalisation de ce projet peut créer une atmosphère favorable pour le règlement politique du conflit arabo-israélien. Dans ce cas, il n'est pas obligatoire que ce

processus se passe par la médiation américaine. En outre, ce modèle de création de conditions pour une coexistence pacifique des peuples en conflit peut désormais être appliqué dans les autres zones des conflits, par exemple à Chypre, aux Balkans et au Caucase.